

Développer des voisinages!

Des voisinages multifonctionnels pour surpasser la vision de la société à 2000 watts et améliorer notre qualité de vie

**Redémarrer
la Suisse**

www.redemarrer.ch

Sommaire

Prologue: «Rentrer chez soi»	3	Infrastructure de l'entrepôt alimentaire	29
La vie urbaine aujourd'hui	4	Le micro-centre de voisinage	29
La désertification	5	L'agro-centre à la campagne	31
Consommation	6	Les micro-centres donnent vie au quartier	31
Relocalisation	7	Créer des voisinages modèles	32
Davantage que peuplement	7	Des voisinages pour tous les citoyens et citoyennes	34
Haute densification, villes vivantes	8	Voisinages modèles possibles	35
La Suisse: une ville?	9	Réaliser la société à 2000 watts	36
Réindustrialisation locale	10	Annexe – des chiffres et des faits	37
Sept régions	12	Que veut dire «2000 watts»?	37
Planification consciente en modules	14	La structuration de la Suisse	39
L'appartement	15	Surfaces nécessaires pour la production de denrées alimentaires	40
Le voisinage	15	Voisinage modèle, indicateurs d'utilisation	41
Le quartier, la petite ville de campagne, l'agro-quartier	17	Infrastructure élargie du micro-centre	42
La ville	19	Bibliographie	44
La région métropolitaine	20	Liens internet	45
Développement du centre	22	Le mouvement Redémarrer la Suisse	46
Le «métro-foyer», un lieu de rencontre	23	Impressum	47
Centres d'innovation et de coopération	23		
Collaboration privée et publique	24		
Approvisionnement	26		
Conception de l'approvisionnement en denrées alimentaires	27		
Micro-agro	27		

Prologue: «Rentrer chez soi»

3

Imagine que tu rentres chez toi après une dure journée de travail. Tu laisses ton portable à Lirjete pour qu'elle t'y installe la dernière version pour le lendemain, et dans l'atelier de Paul à côté, tu demandes si ton vélo est déjà réparé.

Maintenant, tu pénètres dans le vaste hall où tu découvres des visages connus qui lisent le journal, causent ou jouent au billard. Des effluves succulents attirent ton attention: Paul a fait des lasagnes, il y aura les petits fromages frais de Béatrice et les baguettes du dîner sont au four.

Le tableau noir du bistrot affiche le menu du soir: gratin de pâtes, salade, une soupe aux légumes. Mais avant, tu jettes un coup d'œil à l'entrepôt alimentaire: qui sait, peut-être as-tu envie de te préparer quelque chose toi-même. Aujourd'hui, on a livré des légumes frais de l'agro-centre de Landecy. Au comptoir des mets à l'emporter, on propose des nouilles asiatiques faites maison, de la pizza au four, des salades prêtes à assaisonner, du rôti de viande hachée, du gâteau... Mais Martin te propose d'aller manger au bistrot avec lui. Tu remets à plus tard les courses prévues – «au moins du lait et du pain pour le petit déjeuner de demain» –, le magasin est ouvert 24 heures sur 24.

Après le dîner au bistrot, tu passes rapidement à la blanchisserie. Tes draps et tes serviettes de toilette sont prêts. Carlo, qui est de corvée de lessive, te

donne quelques conseils pour ton service de lundi prochain.

Actuellement, le concept de gestion de ton voisinage fonctionne avec six heures de bénévolat par mois. S'y ajoutent six emplois professionnels rémunérés. Globalement, le résultat du mix est positif: les heures de travail ménager que tu économises dépassent les six heures que tu dois contribuer, et en plus, tu bénéficies du confort d'un hôtel quatre étoiles. Côté coûts, cela joue également: tu peux manger à un prix avantageux au bistrot, tu dépenses moins en faisant tes courses, puisque les denrées alimentaires sont meilleur marché qu'autrefois chez le grand distributeur, en plus, elles sont plus fraîches, issues de culture biologique et tu en connais le producteur.

Au bar, tu prends encore un dernier verre avec Daniel et Mélanie. Vous discutez des derniers rebondissements politiques, organisez une réunion dans le cadre d'une initiative pour la mise à disposition gratuite de vélos par la ville. Patrick recommande le restaurant aux influences mexicaines situé au voisinage qui jouxte le vôtre. Tu décides d'y manger demain: avec la carte à puce du voisinage, tu peux aller manger dans tous les voisinages du quartier et tu n'as même pas besoin d'argent liquide. Il est toutefois préférable de réserver.

Enfin, tu montes dans ton joli petit trois pièces que tu partages avec Alex. Il n'y a plus de cuisines

intégrées standardisées: tu aménages ta cuisine selon tes besoins individuels en utilisant les éléments que tu trouves dans l'ancien parking sous-terrain; l'appartement dispose évidemment de tous les raccordements. Autrefois, tu avais un grand réfrigérateur et une cuisinière avec quatre plaques et un four. Mais depuis que tu trouves tous les produits dans l'entrepôt en bas, un mini-réfrigérateur et le réchaud à deux plaques sans four te suffisent, ce qui

signifie un gain de place et une réduction des factures d'électricité.

A la salle de bains, c'est la même chose: moins, c'est plus. Du fait que ton voisinage dispose d'un bain turc, la plupart des appartements non sont équipés plus que de douches et de toilettes.

Tu t'installes confortablement sur ton canapé, tu allumes la radio et tu ne veux voir plus personne avant demain.

La vie urbaine aujourd'hui

Le développement déterminé uniquement par des considérations commerciales a privé nos villes de structures à tel point que nous vivons de manière anonyme sans rapport avec les voisins. C'est notamment dans les villes et les grandes agglomérations de Zurich, de Genève, de Bâle et de Berne que l'on ne fait pas plus que crêcher dans des appartements quelconques, plus ou moins payables. Les gens doivent chercher les éléments qui composent leur vie de manière individuelle, la plupart du temps en voiture. Tant que la consommation d'énergie et de ressources n'avait pas d'importance, un tel mode de vie était possible, bien qu'insatisfaisant pour un nombre croissant de personnes.

C'est au plus tard le jour où le bistrot du coin ferme, les épiceries du quartier ont disparu et seuls

les grands distributeurs et les clubs stériles survivent, qu'on se demande si, faute de «vie urbaine», il ne vaudrait pas mieux déménager à la campagne – avec tout ce que cela implique pour le mitage du paysage qui représente aujourd'hui le plus grand problème structurel et écologique.

Comment aménager nos villes? – c'est la véritable question concernant l'avenir du pays. Les évolutions que nous avons connues jusque là ont eu pour résultat qu'il n'existe ni de vraie vie en ville ni de vraie vie à la campagne. Nous avons donc besoin d'une ré-urbanisation des villes et d'une ré-ruralisation de la campagne.

La désertification

5

Les visiteuses et visiteurs, tout comme les habitantes et habitants constatent régulièrement que les villes suisses sont «mortes» et inhospitalières. Ceci non seulement dans les cités-dortoirs, mais également au centre-ville.

Ni le public de plus en plus nombreux des «happy hours» ni les touristes ne peuvent escamoter l'absence d'une vraie vie dans les rues.

Les façades au rez-de-chaussée ont l'air anonyme, les fonctions se limitent presque exclusivement aux services financiers, à la vente d'habits et d'articles de luxe et à un peu de gastronomie. Les échoppes d'artisans, les crémeries ou les primeurs, les boulangeries et les autres commerces semi-publics accueillants ont disparu. A Paris, on trouve une boulangerie tous les cent mètres, à Barcelone, un bar à chaque coin de rue, sans parler de Hong Kong ou de New York.

Les conditions cadre économiques à l'origine de cette désertification sont connues: prix exorbitants des terrains, lois édentées, absence d'approvisionnement de proximité en biens de première nécessité; à la place: centres commerciaux dans l'agglomération, pénurie d'appartements abordables (donc pénurie d'habitants et de clients potentiels), retrait dans la sphère privée, course permanente dans la vie professionnelle avec peu de temps disponible.

Aujourd'hui, l'utilisation des rez-de-chaussée à des fins d'approvisionnement de voisinage n'est pratiquement plus viable du point de vue commercial. Il faut dès lors trouver de nouvelles formes. Ainsi par exemple des entreprises qui peuvent être initiées et exploitées par les habitants.

Pour y arriver, il ne suffit cependant pas de faire appel à l'initiative et à la collaboration bénévoles des habitants. Tout aussi insuffisant est le subventionnement des surfaces du rez-de-chaussée qui baisse certes les frais d'exploitation, mais ne garantit pas encore l'exploitation. Les conditions cadre qui régissent uniquement la construction et l'exploitation sont elles aussi insuffisantes. Ce qu'il faut, c'est un concept sérieux qui répond à la question: quelles utilisations sont nécessaires et souhaitables, où et à quelle distance? En d'autres termes: il faut un concept de voisinage. Et puis, il faut agir.

Consommation

La conscience écologique est déjà présente en Suisse – et elle se renforce: une étude réalisée en 2007 par l'ETHZ au sujet de la conscience environnementale fait ressortir que plus de quatre cinquièmes (82 %) de la population suisse estiment que «le danger de l'effet de serre et du réchauffement climatique pour l'être humain et l'environnement» est sérieux – en 1994, ce n'étaient que 54 %.¹ Seuls 29 % croient en une solution purement technologique, en revanche, les gens prêts à réduire leur niveau de vie en faveur de l'environnement sont relativement nombreux: 64 % en 1994, 68 % en 2007 selon Survey 2007.

A Zurich, les ayants droit de vote ont accepté à une grande majorité la société à 2000 watts. Des majorités similaires sont probables aussi dans d'autres villes, voire sur le plan national. Il existe d'ores et déjà tout un éventail de propositions et de projets de mise en pratique avec un accent sur les bâtiments (Minergie et similaires) et sur les concepts de mobilité.

Ce qui manque encore, c'est une idée précise du mode de vie à 2000 watts dans son ensemble.² Des mesures purement technologiques ne permettront pas de réaliser le passage à une société post-fossile ou post-nucléaire dans un délai raisonnable: il faut de nouvelles formes de vie, une nouvelle culture de savourer la vie au-delà de la circulation et de la consommation de masse.³

Le changement ne s'obtiendra pas par le seul renoncement. Une grande partie de notre consommation de ressources ne contribue pas à augmenter le bien-être ou le confort, mais résulte uniquement d'utilisations parallèles coûteuses et d'un regroupement insuffisant de consommations individuelles (individualisme structurel, à ne pas confondre avec l'individualité souhaitable et la protection de la sphère privée). Nous devons avoir le courage de vivre autrement et en même temps mieux. Car le danger qui nous guette, ce n'est pas une pénurie de courant, mais une pénurie d'imagination et d'audace.

¹ voir annexe page 45, liens internet: Schweizer Umwelt-survey, www.bit.ly/socioethz

² voir «Que veut dire 2000 watts» à la page 37

³ «En effet, la mode de vie modifié signifie en premier lieu une amélioration de la qualité de vie: Moins de mobilité signifie: avoir plus de temps et moins de stress – et à la clé, une meilleure santé.» Harald Welzer, TA, 2.2.2011, www.bit.ly/hwelzer

Relocalisation

Ce qu'il faut, c'est une relocalisation⁴ qui permette de regrouper des fonctions dispersées dont l'accumulation consomme beaucoup d'énergie: le logement, le travail, la production, les achats, les repas, les loisirs doivent être réintégrés bien plus largement qu'aujourd'hui (mais de toute évidence par forcément de manière complète) dans des voisinages socialement passionnants. Ainsi, des économies non douloureuses de ressources peuvent être obtenues par des synergies.⁵ Les filières se raccourcissent, les biens peuvent être utilisés à plusieurs re-

prises sur place, les gens peuvent se rendre service réciproquement, la richesse locale nous épargne la recherche de l'éternel «ailleurs» meilleur.

Cette réintégration n'est pas seulement une nécessité écologique, mais elle est également un enrichissement social et culturel. Elle est la véritable «economy of happiness»,⁶ l'économie du bonheur. La relocalisation constitue la clé de la solution pour toute une série de problèmes; elle traverse les propositions de Redémarrer la Suisse tel un fil rouge.

⁴ voir Serge Latouche dans: Seidl, Postwachstums-gesellschaft: «réévaluer, reconceptualiser, restructurer, redistribuer, relocaliser, réduire, réutiliser, recycler» (page 203); voir bibliographie page 44

⁵ Dans une conférence à l'EPFZ (27.8.2009), Dennis Meadows (ancien membre du Club of Rome) a déclaré que les seules «méthodes» prometteuses pour atténuer le changement climatique imminent sont la «confiance» et la «solidarité culturelle». Ceci du fait que les êtres humains acceptent des changements uniquement si ceux-ci profitent à des gens qu'ils connaissent personnellement. Ceci vaut notamment pour l'utilisation commune de biens qui permet d'économiser une grande quantité de ressources sans se priver («un watt partagé est un watt multiplié par deux»). La confiance et la solidarité culturelle exigent des communautés fonctionnelles (et qui fonctionnent).

⁶ voir le film «The Economics of Happiness» de Helena Norberg-Dodge, Steven Gorelick et John Page; www.bit.ly/helena-on-tedx

Davantage que peuplement

Où est la vie de quartier? Est-ce un village? Où se trouve le centre d'un quartier? Où se rencontrent les gens d'ici? Les villes ont besoin de structures claires et d'une interaction sociale. Les aménagements vagues, typiques des cités des agglomérations et des banlieues, ne génèrent pas seulement une ville dépourvue de profil, elles sont à l'origine de cet anonymat, de cette désorientation, de cette «apatridie» qui s'expriment dans des problèmes tels que le vandalisme, la petite délinquance, la formation de gangs, la désécurisation et la marginalisation. Quand dans la vie réelle, on n'est intégré nulle part

et chez personne, on se réfugie dans des mythologies, des mondes illusoires ou des organisations hiérarchisées.

Haute densification, villes vivantes

Les villes modernes ont besoin d'espaces verts et de parcs étendus le long de rivières ou de lacs. Chaque quartier a besoin – comme à Paris ou à New York de son «square», de son petit parc d'un hectare environ (un bon exemple en est la Bäckeranlage à Zurich). Les d'espaces verts sont utiles pour l'amélioration du microclimat et comme espaces vitaux pour les animaux. Mais entre les voisinages, les petites placettes et ruelles sans beaucoup de verdure sont un gain communicatif (les plus belles villes telles que Venise et Sienna ou les quartiers urbains les plus vivants comme nos vieilles-villes sont pratiquement dépourvus de verdure).⁷ Le citoyen stressé trouve alors le vert véritable et généreux le week-end à la ferme⁸ ou en randonnée dans les Alpes.⁹

Grâce à sa densité sociale, une ville écologique libère le vert naturel à la campagne de la pression à la construction et préserve ainsi les terres cultivables. L'écologie se définit par la consommation de ressources par tête d'habitant et celle-ci est nettement plus faible par exemple à Manhattan que dans le «vert» Houston, Texas.

Aujourd'hui, tout le monde parle de densification. Mais pour la plupart des gens, elle signifie uniquement que davantage de personnes sont entassées sur une surface plus réduite. Mais la vraie densification n'est possible et supportable que si les rapports et services sociaux y sont intégrés. Personne ne

souhaite être «densifié» avec des gens dont on n'a rien à faire. Ce que propose Redémarrer la Suisse, c'est une plus grande densité de vie, de communication et d'événements communs gratifiants.

La densification optimale ne se fait pas dans les gratte-ciels qui sont extrêmement limités en termes de communication et de socio-psychologie et dont la construction et l'entretien sont par ailleurs beaucoup trop coûteux. Ceux-ci ne génèrent pas de vie dans la rue et requièrent un fade vert de distance dans l'entourage. Ces qui est beaucoup plus efficace, ce sont des bâtiments compacts à huit étages construits autour d'une cour qui peuvent présenter une densité de 500 habitants par hectare – c'est une densité près de deux fois plus élevée que celle du quartier le plus dense de Zurich, le 4^{ème} arrondissement.¹⁰ Une telle construction qui, à première vue, paraît extrêmement densifiée permet pourtant l'aménagement d'une cour intérieure calme de 3800 m² et offre en même temps une vie animée dans les rues qui la bordent et des utilisations multiples du rez-de-chaussée. En revanche, les gratte-ciel n'ont rien à voir avec la densification, tout au plus avec le prestige.

⁷ voir bibliographie, page 44: Goodman, page 48 ss: La beauté urbaine se passe d'arbres et de parcs. Comme Christopher Tunnard l'a souligné, traditionnellement, il n'y avait pas d'arbres dans les petites villes (...) Et lorsqu'enfin l'objectif consistait à construire une ville dans un parc, telle que la Ville Radieuse (du Corbusier), on a abandonné tout espoir de réelle vie urbaine. (Texte original: Urban beauty does not require trees in parks. Classically, as Christopher Tunnard has pointed out, if the cities were small there were no trees. (...) And when finally, as in the Ville Radieuse, the aim is to make a city in a park, one has despaired of city life altogether.)

⁸ voir explications ci-dessous sur «Micro-agro», page 27

⁹ voir explications ci-dessous sur «Sept régions», page 12

¹⁰ voir annexe («Voisinage modèle, indicateurs d'utilisation», page 41

75 % de la population suisse vivent dans des villes ou des agglomérations. Mais même ceux qui vivent à la campagne (ou ce qu'il en reste) comptent atteindre en une demi-heure en voiture ou en transports publics les services initialement «urbains» tels que les commerces, l'hôpital, le cinéma, la police ou simplement leur lieu de travail.

Si Los Angeles avec sa construction dispersée est une ville, la Suisse a d'autant plus de droit à cette désignation. De nombreux habitants sont des pendulaires en voiture et utilisent tant les services urbains que le calme à la campagne – mais avec le coût croissant des carburants et donc de la mobilité, cela deviendra de plus en plus difficile.

Au lieu de composer notre vie «à la carte» à force d'innombrables kilomètres en voiture, nous serons obligés de nous mettre d'accord sur des «menus locaux». Les transports publics ne proposeront pas d'alternative confortable, puisqu'ils sont d'ores et déjà surchargés et consomment eux aussi énormément d'énergie et de ressources.¹¹

Le logement, les loisirs, la production, l'industrie et les services publics doivent être concentrés dans l'espace. La mobilité ne peut plus être la règle, mais l'exception. Elle doit être assurée de manière ciblée lorsqu'elle est indispensable ou qu'elle permet de réaliser des gains d'efficacité spécifiques.¹² La «ville Suisse» n'est toutefois pas une ville dans le sens

d'une aventure urbaine vécue. A l'instar de nombreuses méga-villes, elle est uniquement un «territoire construit», un patchwork d'utilisations sans caractère qui doit sa cohésion uniquement à une circulation qui ne répond plus aux défis du futur. Sur ce territoire, le mode de vie «ville» doit être décliné dans différents ordres de grandeur: petite ville, métropole, ville internationale, quartier urbain, petite ville de campagne. A cet effet, il nous faut un modèle compréhensible et convaincant.

Comme suggéré par différentes études,¹³ le territoire Suisse comparable à une ville est dans l'ensemble construit le long d'un axe Genève-Rorschach sur lequel s'alignent des noyaux urbains de différentes tailles, des industries, des services publics et d'autres utilisations. Sur cet axe, les transports publics (chemin de fer) sont très efficaces, puisque le volume de transport est important, planifiable et conçu pour des utilisations réellement territoriales (nationales). Du fait que sur l'axe, les nœuds à relier sont peu nombreux (Genève, Berne, Zurich, St-Gall), l'ensemble du territoire peut être desservi avec un seul changement de moyen de transport.

Le deuxième axe, Bâle-Chiasso, desservit le reste. Tout le reste est composé de lignes secondaires qui peuvent être réduites à leur caractère régional et local. La totalité des fonctions suprarégionales

¹¹ Selon Hans Werder, Secrétaire général du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC), la Suisse est confrontée à d'énormes défis dans le domaine de la politique des infrastructures. Dans son rapport stratégique sur l'avenir des réseaux d'infrastructure nationaux, le Conseil fédéral a indiqué comment relever ceux-ci. Selon Hans Werder, le coût de l'entretien, de la modernisation et de l'agrandissement des réseaux d'infrastructure nationaux se montera à quelque 230 milliards de francs d'ici l'an 2030. Ce sont 10 milliards par an. Face à ce coût, la Conseillère fédérale Doris Leuthard a proposé la suppression des déductions fiscales pour pendulaires déclenchant ainsi un tollé d'indignation notamment auprès du lobby automobile.

¹² Par exemple dans le domaine des prestations de pointe dans les hôpitaux, la recherche, l'industrie, la culture.

¹³ Diener, Roger et al.: Die Schweiz, ein städtebauliches Porträt, Verlag Birkhäuser, 2005.

non-relocalisables - industrie, universités, hôpitaux de pointe, culture, installations sportives etc. - peut être disposée le long de ces deux axes. Un volume de

transport divisé par dix suffira pour assurer la mobilité entre ces nœuds - les voitures et les poids lourds seront pratiquement superflus.

Réindustrialisation locale

Un mode de vie durable requiert, en dehors de la relocalisation agricole, également une relocalisation industrielle, une subsistance (une économie liée aux besoins qui «subsiste par elle-même») industrielle. La règle générale formulée par Adam Smith qui veut que l'échange puisse être un avantage pour les deux parties reste valable. Mais aujourd'hui, les distorsions globales massives (salaires excessivement bas, législations environnementales divergentes, coûts externalisés, influence des spéculations financières) truquent ces rapports d'échange de multiples façons et, surtout, les rend écologiquement intenable (énergies fossiles trop «bon marché» pour les transports et les installations de production). L'économie globale est une économie illusoire maintenue en vie uniquement par un échafaudage de mesures de soutien et des subventions. Ce fait est probablement la cause véritable des turbulences financières globales.

En prenant en compte les coûts sociaux et écologiques réels, la production locale est à nouveau faisable partout et immédiatement, même sans subventions. Un nouveau mode de vie avec des utili-

sations communes, une réduction des transports et plus de culture que de consommation aura besoin de moins de tout: moins de surfaces, moins de denrées alimentaires (moins de déchets), moins de textiles, moins d'appareils, de machines etc. Il est probable que seul un dixième de la consommation actuelle de «biens» soit plausible.¹⁴

Une industrie relocalisée sera petite, mais de qualité. D'une part, une certaine réindustrialisation sera nécessaire dans le domaine de la transformation de matières premières locales (ou régionales): bois, fibres, matériaux de construction, métaux (provenant de ferraille), argile. De nombreux biens dont la production locale serait tout à fait efficace ont été supplantés par des produits globalisés (voir IKEA, H&M) et avec eux également le savoir-faire et le développement de celui-ci. Dans ce domaine, en dépit d'une consommation nettement plus faible, une réindustrialisation nouvelle, basée sur un design écologique est prometteuse (et pas uniquement une réanimation nostalgique de vieilles usines, souvent intenable sur le plan écologique). La produc-

¹⁴ Walter Stahel compte d'ailleurs avec un facteur dix d'efficacité de ressources pour les produits avec un éco-design «cradle to cradle» radicalement nouveau (voir EPEA - Environmental Protection Encouragement Agency, www.epeaswitzerland.com): Walter Stahel, *The Performance Economy*, 2006, voir bibliographie page 45

tion doit se rapprocher de l'artisanat traditionnel et s'intégrer dans le nouveau contexte relocalisé (processus qui, peut-être, ne se déroule pas uniquement par le biais de l'économie privée, mais par celui de coopératives d'économie commune) pour permettre que la production et l'artisanat se déploient en adéquation avec la vie réelle et que la production et la consommation se rapprochent.

D'autre part, les industries intégrées par la force des choses dans un réseau continental ou global et produisant réellement des biens de grande utilité avec un écobilan acceptable doivent avoir une deuxième chance. Ceci tout particulièrement si elles produisent justement des machines ou des composants utilisés mondialement par des industries locales (puisque écologique ne veut pas dire low-tech!).

Les nouveaux systèmes de subsistance industrielle tels que les tech-shops¹⁵ ont besoin d'un parc de machines adapté. Dans un sens plus large, relocalisation veut alors dire qu'on fabrique localement des produits nécessaires globalement pour la relocalisation de la production. Celle-ci concerne des centaines d'entreprises moyennes actuelles (situées la plupart du temps pratiquement le long des deux axes ferroviaires) qui peuvent ainsi être intégrées dans un nouveau contexte. En Suisse, les autres branches globalement connectées sont l'industrie chimique et pharmaceutique, les spécialités de la métallurgie (horlogerie, chaînes de conditionnement, moulins, turbines, instruments de mesure), tout comme

l'industrie alimentaire, évidemment. Il est à prévoir que les multinationales alimentaires – et avec elles les besoins en machines de conditionnement – vont diminuer à l'avenir. La production de médicaments restera toutefois un «service» global de la Suisse qui doit rester ici, avec les adaptations nécessaires.

Une sorte de «sciences de la vie» peut être développée le long de la «life line»¹⁶. Pourvue de quelques adaptations nécessaires, celle-ci restera un pilier économique également dans la Suisse de demain en contribuant de manière utile aux échanges entre les nations.

Malgré toute la subsidiarité et souveraineté souhaitées (autodétermination en groupes, aptitude au commerce et à la survie responsables), un échange global d'un volume nettement moindre restera nécessaire et utile. En dehors de la formation, bien immatériel, ce sont les industries de ce type qui fonderont le sens du commerce en tant que forme de compensation de certains déficits en compétences et ressources. Tout en revendiquant l'autonomie avec toute la fermeté voulue, nous devons reconnaître que les déficits ne pourront pas être compensés dans tous les cas dans des délais raisonnables.

¹⁵ www.techshop.ws – Les tech-shops sont des ateliers généralistes liés à un quartier ou couvrant toute la ville qui sont entretenus par un certain nombre de titulaires d'un abonnement. Ils résolvent toutes sortes de problèmes techniques pour ces derniers et fabriquent des prototypes prêts à la production. Voir également FabLabs, www.fablab.ch

¹⁶ voir croquis page 13

Sept régions

Le territoire de la Suisse peut être subdivisé en sept régions urbaines ou métropolitaines (Genève/Lausanne, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall, Lucerne, Lugano) dont chacune dispose d'une grande ville en tant que nœud pour les services régionaux/nationaux.¹⁷ Le reste du territoire (notamment les régions alpines) peut être attribué à ces nœuds et être approvisionné par ceux-ci.

De fait, cette répartition en régions sur la base de données techniques, économiques et topographiques est née depuis bien longtemps déjà en ignorant les frontières des cantons de plus en plus dysfonctionnels. Dans notre typologie, nous utilisons le terme de région exclusivement pour ces sept régions aux fonctions de centres locaux. Une région peut donc compter entre un demi-million et trois millions d'habitants (dans ce sens, la Mesolcina ou l'Emmental ne sont pas des régions, mais des communes rurales de base, le cas échéant, des sous-régions). Les régions métropolitaines forment le cadre à l'intérieur duquel sont produits non seulement les denrées alimentaires mentionnées, mais, également la plupart des autres biens et services à une proximité raisonnable. Cette relocalisation élargie (en dehors de celle dans les communes de base et les voisinages) est une réponse logique à la globalisation économiquement et socialement intenable de la production.

Par rapport à ses capacités économiques, la zone alpine est surpeuplée. Elle ne s'est jamais prêtée, et elle ne se prête toujours pas d'espace d'habitation permanent d'un très grand nombre de personnes. D'une part, l'environnement naturel est très fragile, d'autre part, les travaux d'infrastructure sont disproportionnés et trop lourds dans les conditions d'une «société à 1000 watts».¹⁸

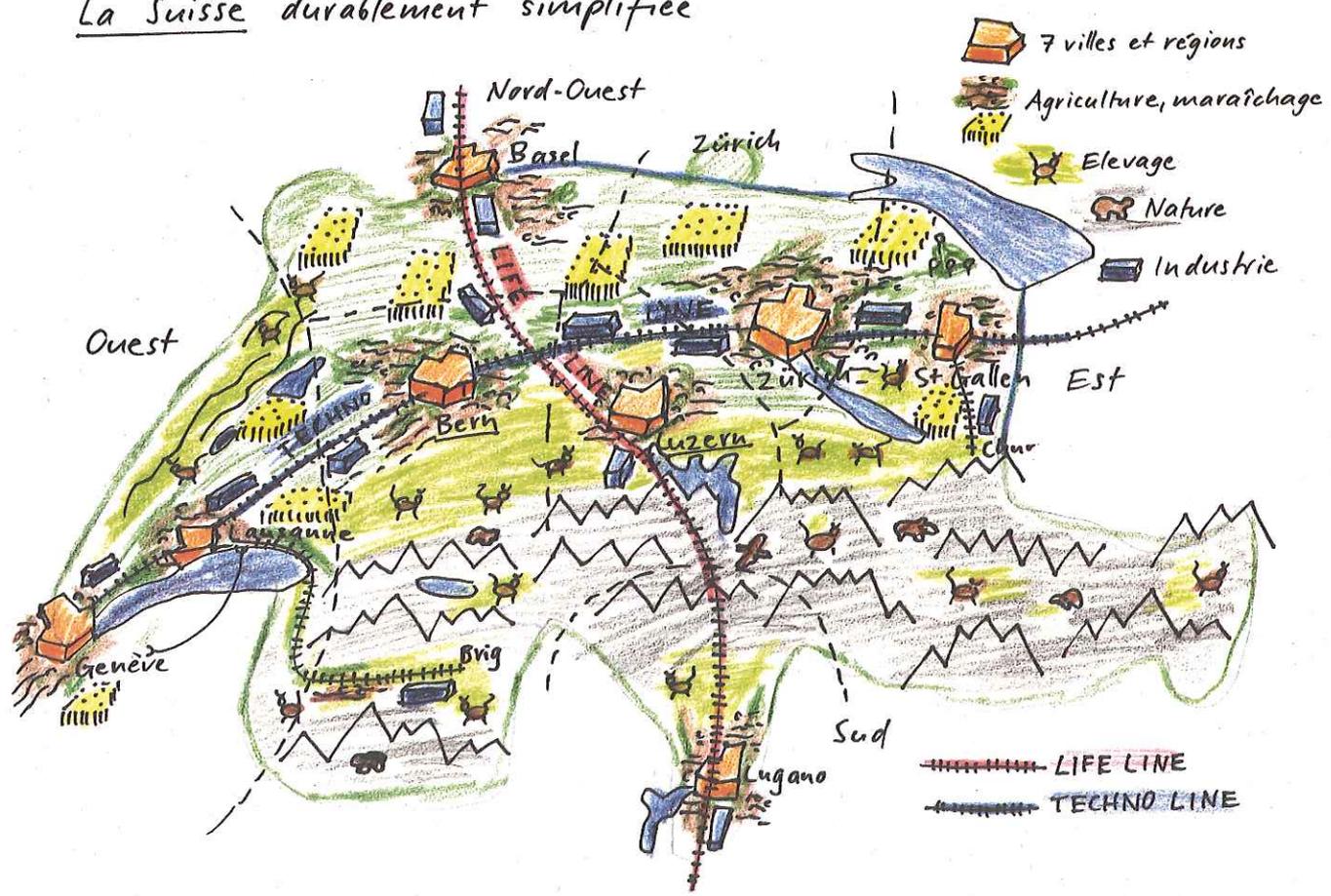
En revanche, un peuplement réduit à des fins d'utilisations agricoles (alpages, agriculture de montagne, sylviculture, industrie laitière, artisanat complémentaire), d'entretien de certains villages ainsi que d'activités culturelles et de services locaux est durable.¹⁹ Il s'agit d'éviter tant la sous-exploitation que la surexploitation. Les zones alpines actuellement mitées pourront être débarrassées des installations superflues, orientées vers une production proche de l'agriculture, partiellement renaturalisées et aménagées en parc national ou en espace culturel alpin: démontage des remontées mécaniques et des châteaux-forts de résidences secondaires, pas d'utilisations para-urbaines, pas d'industries non locales. Les services publics seront assurés par un petit nombre de communes de base (par exemple, une dans la Haute-Engadine, une dans la Basse-Engadine, une dans la Vallée du Prättigau). Comme c'est le cas depuis toujours, pour cette zone, une transhumance²⁰ plus large, étendue aux biogra-

¹⁷ Cette subdivision correspond pour l'essentiel à celle du concept officiel de la Confédération en matière d'aménagement du territoire. Celui-ci identifie toutefois deux autres «régions», qui ne concernent toutefois que des cas d'exception (espace du St-Gothard, arc jurassien, Grisons etc.). voir www.bit.ly/raumplanungskonzept

¹⁸ Les raisons pour lesquelles nous parlons plutôt de la société à 1000 watts que de celle à 2000 watts, vous les trouverez au dernier chapitre «Réaliser la société à 2000 watts» à la page 36, ainsi que dans l'annexe «Que veut dire 2000 watts?», page 37

¹⁹ voir projet modèle de la commune de Vrin dans le Val Lumnezia, www.bit.ly/provrin

La Suisse durablement simplifiée



phies des habitantes et habitants est plus porteuse d'avenir: plutôt que de créer à tout prix des emplois dans les zones alpines, il s'agit de permettre, notamment aux jeunes, de travailler dans la techno-zone du Plateau et de participer en complément, en fonction des saisons ou dans certaines phases de la vie, à l'entretien de l'espace culturel alpin.

Le tourisme de masse anonyme sera remplacé par des partenariats permanents, non commerciaux, entre villages alpins et voisinages et quartiers de la techno-zone. Ces partenariats pourraient donner naissance, au-delà du tourisme, à un échange d'hôtes entre ville et campagne qui crée un lien avec

la culture et la population alpines et qui ne perçoit la montagne pas uniquement comme décor pour l'utilisation d'engins sportifs.²¹

A la place d'une insipide bouillie de peuplement, nous obtiendrons un territoire à deux cultures et à deux rythmes: un Plateau authentiquement urbain, industriel, éco-technique et une zone alpine proche de la nature, débarrassée du tourisme de masse, plutôt sauvage où les loups, les ours et les aigles seront à nouveau les bienvenus. Ainsi, le territoire Suisse offrira une réelle diversité dans un espace de taille modeste: plus de ville et plus de nature en même temps.

Planification consciente en modules

Si nous voulons que les villes deviennent partout vivables et compréhensibles, nous devons les diviser en modules. En effet, ce n'est qu'en pensant et en agissant en modules clairement définis que nous évitons tant le suréquipement (trop de magasins, places trop grandes, écoles mal situées) que la sous-exploitation, voire la désertification (tels que rez-de-chaussée vides). En outre, les luttes existentielles entre les utilisations et/ou offres sont évitées. Tous les responsables et décisionnaires doivent être conscients de l'enjeu exact des constructions pour les voisinages, le quartier ou la ville. Il faut arrêter

de bâtir n'importe quoi n'importe comment. Pour obtenir et préserver une vue d'ensemble et une perspective à long terme, nous proposons une typologie claire: les modules sont: l'appartement, le voisinage, le quartier, la ville et la région métropolitaine.²²

²⁰ Initialement, cette notion est réservée aux déplacements saisonniers du bétail (estivage)

²¹ voir bibliographie, page 44: Bätzing, Werner: Die Alpen, 1991

²² Cette typologie correspond dans une large mesure à celle décrite par Alexandre et al. dans A Pattern Language. Towns, Buildings, Construction (1977)

L'appartement

Le premier module évident est l'appartement, la chambre. Dans ce domaine, l'objectif doit consister à freiner l'actuelle surconsommation de place (env. 50 m² de surface habitable par personne). Ceci est possible en transférant les chambres d'amis ou les pièces à bricoler, mais également certaines fonctions de cuisine et de salon dans un espace communautaire. Il suffit que chaque individu d'un voisinage renonce à deux mètres carrés de surface habitable privé pour que 1000 mètres carrés soit disponibles «gratuitement» pour de nombreuses activités communes utiles, ludiques et permettant une économie de travail.²³

50 % des ménages dans les villes sont des ménages à une seule personne. Bon nombre de ces personnes seules (souvent d'un certain âge) vivent dans des trois ou quatre pièces,²⁴ beaucoup parmi

elles ont étendu leur besoin de surface justement parce qu'elles ne trouvent pas d'environnement convivial dans le proche voisinage. Si nous arrivons à proposer à ces personnes des 1 ou 2 pièces attractifs offrant davantage une qualité de vie grâce à une infrastructure élargie, rien que le déménagement et le rapprochement permettront de réaliser une densification écologiquement efficace et financièrement avantageuse sans constructions supplémentaires.²⁵ L'être humain n'a pas besoin de 50 m² pour être heureux. Les communes, les coopératives, les entrepreneurs privés doivent encourager ce rapprochement, évidemment volontaire, en usant de leur influence sur les nouvelles constructions (en construisant davantage de petits appartements avec utilisations communes) et en offrant des loyers ou des prix d'achat intéressants.

²³ voir ci-dessous, «Voisinage»: en moyenne, 500 personnes vivent dans un voisinage

²⁴ A Zurich, ce sont 46,92 % pour être exact. Voir à ce sujet: Recensement de la population, annuaire 2011, chapitre 0: www.bit.ly/jahrbuch2011 dans «Récapitulatif des tableaux chapitre 0.2» (Excel, 107 kb)

²⁵ Selon Peter Schmid (Allgemeine Baugenossenschaft Zürich, ABZ), il suffirait que la construction de logements privés reprenne la densité d'occupation des coopératives (36 m²/personne) pour installer 60'000 personnes (= 30'000 appartements) supplémentaires à Zurich (Tages-Anzeiger, 20.8.2011)

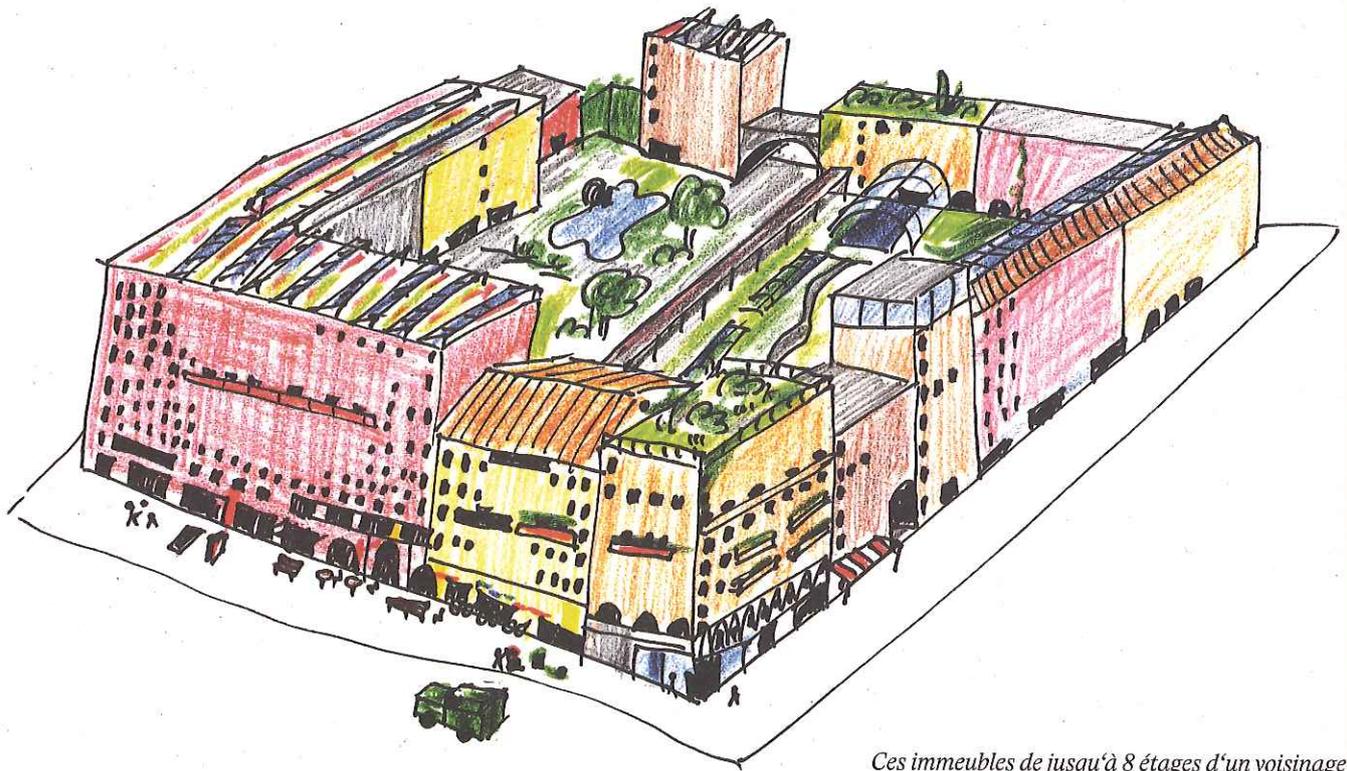
²⁶ Selon Robin Dunbar, un individu peut communiquer de manière informelle avec un maximum de 150 personnes (nombre de Dunbar) – ce nombre doit donc être dépassé pour créer une contrainte à mettre en place des institutions formelles, à régler de manière consciente les flux d'information. Les voisinages ont besoin de règles qui créent la confiance et protègent les minorités. Les entités sociales plus grandes en revanche génèrent davantage d'anonymat et une administration détachée des gens.

Le voisinage

Le deuxième module est le voisinage qui s'impose pour des raisons tant écologiques que sociales. Il est composé de bâtiments avoisinants dans lesquels vivent entre 350 et 800 personnes²⁶ (en moyenne, 500 personnes dans 200 appartements environ). Seul cet ordre de grandeur permet un approvision-

nement aussi complet que possible et une utilisation rationnelle des restaurants, des magasins, des jardins d'enfants, des services; un bon voisinage a un paquet de fonctions.

Zurich compte théoriquement quelque 700 de ces voisinages, Berne, 260, Genève, 400, Bâle,



Ces immeubles de jusqu'à 8 étages d'un voisinage densifié (surface de base: 100 x 100 m), offrent un logement et en partie également un lieu de travail pour quelque 500 personnes.

350, l'ensemble de la Suisse, 14'000. Aujourd'hui, seul un tout petit nombre d'entre eux existe déjà dans en état embryonnaire et ceux qui fonctionnent pleinement au quotidien sont quasiment inexistant. Jusqu'à présent, le soin de développer ou non des voisinages viables au quotidien a été laissé à l'économie privée. Jusqu'aux années 1960, celle-ci a été en mesure de leur fournir de petites entreprises artisanales. Aujourd'hui, nous avons besoin d'un autre modèle qui implique d'autres acteurs, tels que les coopératives d'habitation, les habitantes et habitants eux-mêmes, les associations, les propriétaires immobiliers, les programmes sociaux²⁷, la ville. Aujourd'hui, les services dans le domaine du voisinage ne peuvent exister pratiquement plus que sous forme d'entreprises à but non lucratif.

Les voisinages multifonctionnels déploient leur fonctionnement optimal dans des environnements urbains. A la campagne, il est éventuellement possible de constituer des villages ou des parties de villages sous forme de «voisinages» d'une com-

mune de base plus grande.²⁸ Malgré l'abandon de l'autonomie communale formelle (qui de toute manière ne peut plus être assumée sur les plans financier et personnel), la cohésion interne peut ainsi être renforcée sur une nouvelle base.²⁹ S'il n'est pas possible de créer un voisinage, les habitants de la campagne peuvent exploiter des entreprises agricoles et/ou des zones de villégiature à proximité des villes. La vie à la campagne implique toutefois une existence relativement isolée, localement confinée avec peu d'échanges sociaux (sauf via internet).

La transformation de l'accumulation d'immeubles existante en voisinages multifonctionnels est une tâche politique. Les actuels habitants et habitantes seuls n'y sont pas capables. Après une dure journée de travail, il est difficile de s'engager encore dans des activités communes. Par ailleurs, pour initier un tel voisinage, il faut des investissements. Une fois que le projet sera lancé, une collaboration des habitants sera possible, voire souhaitée par eux-mêmes.

Le quartier, la petite ville de campagne, l'agro-quartier

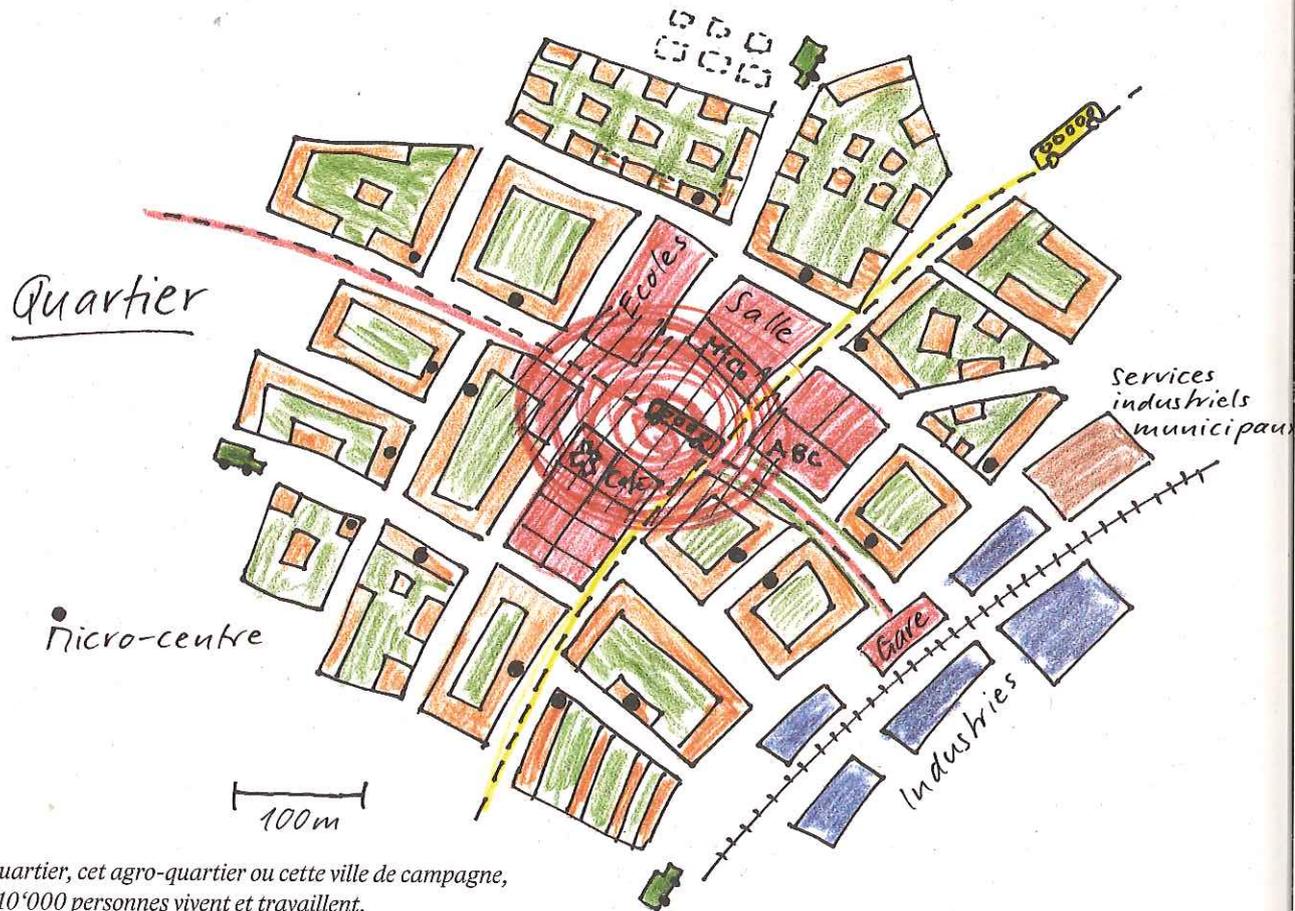
Le troisième module est un regroupement de voisinages: le quartier. Il comprend 20 à 40 voisinages, donc 10'000 à 20'000 habitants dans de grandes villes. Ou alors c'est une petite ville de campagne

(exemples: Uster, Grenchen, Nyon, Biasca). Les fonctions d'un quartier sont très différentes de celles d'un voisinage et elles ne doivent pas être confondues avec ces dernières. Alors que le voisinage

²⁷ Par exemple service civile ou programmes d'occupation ou programmes destinées aux chômeurs.

²⁸ voir ci-dessous: «Quartier, ville de campagne, agro-quartier»

²⁹ voir paragraphe suivant «Le micro-centre du voisinage», page 29



Dans ce quartier, cet agro-quartier ou cette ville de campagne, quelques 10'000 personnes vivent et travaillent.

est une entité sociale qui tourne en premier lieu sur la vie quotidienne, plutôt intime et seulement semi-publique, le quartier constitue une entité relativement grande qui peut assumer des services en faveur de la vie publique. Ce sont des fonctions telles que les écoles, l'administration, la banque, les soins de santé, la culture, les commerces spécialisés, un grand distributeur complémentaire, des restaurants à spécialités, au moins une salle polyvalente, des installations sportives etc.

Un quartier a besoin d'un centre clairement défini, d'une place d'une certaine taille (40m x 60m) où peut se dérouler la vie publique autour de toutes les fonctions nécessaires. Le développement de ces centres de quartier est un élément important dans la construction de la société à 2000 watts. Lorsque tout l'approvisionnement en biens et services peut avoir lieu dans cette zone de piétons et de vélos (complétée par les transports publics), la vie sans

voiture devient possible et souhaitable. Mais là encore, il ne suffit pas d'appâter l'initiative privée commerciale par quelques promesses et avantages: ces centres doivent être définis, aménagés et entretenus de manière contraignante. La ville en tant que collectivité doit devenir plus active. Elle peut tout à fait agir en entrepreneur ou initier des coopératives de quartier.

Tant qu'un quartier n'avoisine pas directement des terres cultivables, il peut être transformé en agro-quartier,³⁰ ce qui donne d'autres avantages écologiques ainsi qu'une qualité de vie améliorée.

Une commune de base n'est pas uniquement déterminée par sa proximité géographique, mais également par ses services. La Suisse compte beaucoup de vallées, de zones à caractère agricole etc. qui se regroupent en petites régions et parviennent ainsi à réactiver des synergies locales (par exemple Glaris sud ou l'Emmental).

La ville

Le quatrième module est évidemment la ville elle-même, incarnée par un centre-ville animé. Alors que les quartiers sont consacrés à la paisible vie quotidienne, les villes ont besoin de centres avec une vie publique trépidante pratiquement 24 heures sur 24. Or, de nombreuses villes suisses se désertifient après

la fermeture des magasins: de fait, elles ne sont plus que des districts de shopping et d'administration. Depuis longtemps, les bureaux, les cabinets et les appartements de luxe ont chassé les habitants du centre-ville – et avec eux aussi l'infrastructure pour la vie quotidienne et les enfants. Un endroit où per-

³⁰ voir croquis page 33: Proposition de transformation de l'aéroport de Dübendorf désaffecté

sonne ne vit perd d'attractivité également pour les visiteurs.

Si l'on y ajoute son agglomération, Zurich peut être qualifiée de grande ville. Mais son centre-ville souffre lui aussi d'une désertification croissante et d'une orientation unilatérale. Les prix immobiliers élevés chassent les utilisations conviviales et les lieux de rencontre: une politique urbaine ne peut pas se contenter d'en attribuer la faute aux seules contraintes matérielles.

Les responsables de la politique urbaine ne savent pas à quoi ressemble une ville à 2000 watts. Et ils sont à la traîne de la planification unilatérale des investisseurs au lieu de piloter celle-ci: entre les années 1960 et 1990, l'ancienne ville a été détruite – elle a explosé. La ville suivante, qui requiert une re-concentration n'est pas encore clairement visible.

Nous nous trouvons dans une phase intermédiaire où l'ancien ne fonctionne plus très bien et où le nouveau ne s'impose pas encore de manière dramatique (du moins dans la perception quotidienne). Zurich par exemple n'a pas encore fini d'être construite, elle a besoin d'être reconstruite – de fond en comble.

Nous devons commencer par le module actuellement le plus faible, les voisinages. C'est à ce niveau-là que s'offrent également les meilleures chances d'activer les gens là où une grande partie de leur vie (y compris le sommeil) se déroule.

En dehors du développement actif de voisinages et de quartiers, les villes suisses d'une certaine taille ont également besoin d'un développement du centre-ville permettant la renaissance d'un véritable «down-town».³¹

La région métropolitaine

Les régions métropolitaines comprennent des quartiers (fonctionnels) et des voisinages (vivants) ainsi que les zones rurales avoisinantes (pour la détente et la production de denrées alimentaires).

Ce sont les conditions nécessaires à la naissance d'espaces de vie conviviaux et à l'assurance de services publics efficaces. Les régions métropolitaines pourraient être les suivantes: le Tessin avec Lugano

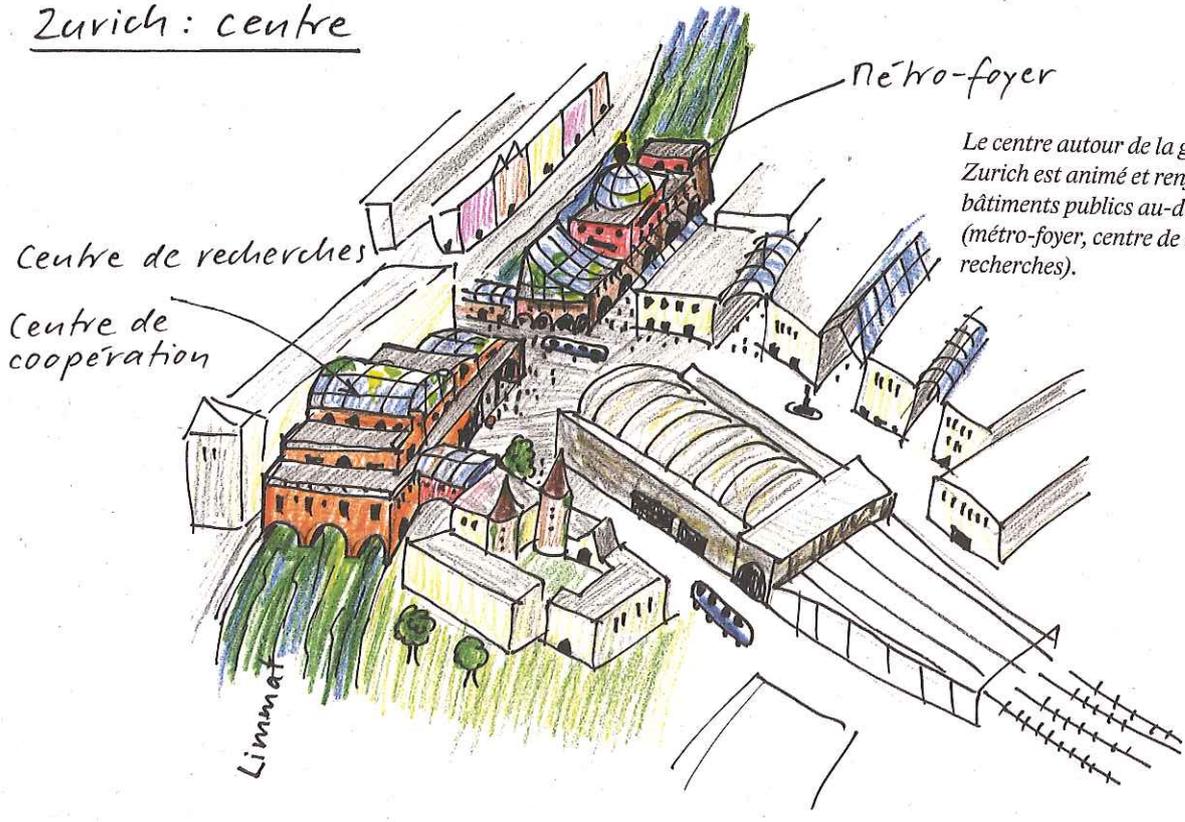
comme centre, la région Genève-Lausanne pour la Suisse romande; Berne avec le Plateau – ou la région couverte par la communauté zurichoise des transports publics.³²

En regardant notre réalité vécue sans l'enjoliver, nous devons constater que Küssnacht, Zumikon, Opfikon et Thalwil sont des quartiers de la ville de Zurich, alors que Uster, Eglisau, Freienbach et

³¹ voir chapitre «Développement du centre», page 22

³² voir page 12: «Sept régions»

Zurich: centre



Le centre autour de la gare principale de Zurich est animé et renforcé par de grands bâtiments publics au-dessus de la Limmat (métro-foyer, centre de coopération, centre de recherches).

Brugg sont des villes de campagne/des quartiers de la région métropolitaine.³³ La densification vers l'intérieur ramènera les places de travail plus près du lieu d'habitation et déchargera les routes ainsi

que le réseau RER et elle annulera les distorsions massives et les désertifications sociales que le RER a engendrées («depuis le rapide RER, Uster est une ville morte»).

Développement du centre

Les grandes agglomérations de Zurich et de Genève présentent des parallèles avec les métropoles internationales. Des mégapoles telles que Francfort ou Bruxelles souffrent elles aussi de désertification et de profils unilatéraux d'utilisation.

Bien qu'on parle souvent des centres surchargés, ceux-ci sont en réalité souvent sous-exploités ou mal exploités. Que se passe-t-il des rues commerçantes après vingt heures? Où est le centre des sorties? Suffit-il vraiment de quelques clubs, stands de saucisses grillées ou pizzerias? Les cinémas multiplex peuvent-ils remplacer les anciennes petites salles qui ont disparu? Où reste l'ambiance? Où faut-il des centres urbains? Les nouveaux centres – que ce soit au Glattal ou à Berne-Bethlehem – ne fonctionneront pas, ne serait-ce que parce qu'ils manquent d'ambiance et d'histoire.

Quel que soit l'endroit où apparaît un tel centre synthétique, les gens iront toujours «en ville». C'est pourquoi il est nécessaire et important de construire notamment dans l'agglomération des centres de

quartier conviviaux d'une grande intensité urbaine.³⁴ Au lieu de parler par exemple d'une «Glattalstadt» (agglomération nord de Zurich), de Sihicity (à la périphérie sud de la ville de Zurich) ou de City West (Berne) et d'utiliser le terme de «ville» à tort et à travers, il serait plus convaincant de viser un collier de quartiers denses et vivants, d'agro-quartiers et d'entreprises dans les ceintures périphériques.

Une ville «multicentrique» qui répartit largement les fonctions de lieu central multiplie le volume de transport, puisqu'elle ne permet plus de régler plusieurs affaires en une seule fois et à pied. Si les bâtiments administratifs, les banques, les hôpitaux, les commerces spécialisés, les universités ne sont plus regroupés au centre, on voit apparaître une circulation transversale.

Les centres multifonctionnels clairs font naître des synergies et économisent des kilomètres. Les «centres commerciaux» – qui ne sont justement pas des centres, mais restent en périphérie – détruisent les véritables centres.

³³ voir également: EHT Studio Basel, Metropolitanregion Zürich, NZZ, 2010, www.metropolitanregion-zürich.ch

³⁴ voir page 17 sous «Quartier»

Le «métro-foyer», un lieu de rencontre

23

Les villes suisses ont besoin d'un foyer social, culturel et politique clair et unique, d'un salon urbain public, pas uniquement commercial où se déroule le «dialogue urbain». Dans le cas de Zurich, Redémarrer la Suisse propose dès lors de construire un réel point de rencontre urbain, le «métro-foyer»³⁵ sur le terrain de l'ancien Globus provisoire – un espace généreux, au moins deux fois plus grand que les bâtiments actuels. Au rez-de-chaussée se trouve un hall relié à la gare par des galeries ou des arcades couvertes qui sert en premier lieu aux échanges inter-métropolitaines. Des villes de renommée mondiale telles que Londres, Le Caire, New York, Moscou ou San Francisco y entretiennent des bars, des foyers, des restaurants ou d'autres locaux où les voyageurs peuvent se rencontrer. La ville même gère

un grand foyer sans obligation de consommer où les hôtes peuvent chercher des hébergements, consulter les médias, s'informer sur des quartiers ou tout simplement rencontrer des habitantes et habitants de la ville. Les touristes anonymes doivent devenir des hôtes.

A l'étage se trouvent des salles de réunion pour des organisations (partis politiques, associations, ONG, groupes d'initiatives de tout genre), des salles de conférence ainsi qu'un restaurant panoramique surplombant la Limmat. Le métro-foyer permet aux citoyennes et citoyens de participer activement au développement d'une ville plus conviviale, d'entretenir des contacts au-delà des limites des quartiers, de construire un réseau international des villes à partir des habitantes et habitants.

Centres d'innovation et de coopération

Pour éviter que les projets importants pour toute la société naissent uniquement dans les salles de réunion des banques, des entreprises établies et des universités, il faut qu'à l'avenir les acteurs, y compris la population ou les consommateurs, collaborent étroitement, de manière démocratiquement organisé dans un processus animé. Ceci est d'autant

plus indispensable que les banques sont de moins en moins en mesure de remplir leur tâche sociale de prêteurs ou qu'alors ils prennent des décisions irréalistes (comme dans le cas de la crise des subprimes dès 2007).

Les centres de recherche et de coopération doivent se situer au cœur de la ville. Ils réunissent des

³⁵ voir croquis page 21

banques, des entreprises, des universités, des associations professionnelles, des instances politiques, des associations sociales de tout genre et des individus en des processus créatifs qui aboutiront ensuite à la mise en place de projets privés et publics dont tout le monde bénéficie.

Ces institutions peuvent être structurées en différentes «chambres» à l'image des facultés auprès des universités qui couvrent des domaines différents (santé, énergie, formation, transports, agriculture etc.) Ce serait alors l'agora³⁶ contemporaine du troisième millénaire.

Collaboration privée et publique

Il est de toute évidence possible de redéfinir ce développement urbain actif dans une collaboration privée et publique.

Jusque là, les villes ont surtout couru derrière les partenaires privés, elles ont essayé d'empêcher le pire, de glisser un petit parc par-ci par-là, de récompenser les «bonnes actions». Les seuls domaines dans lesquels elles sont encore quelque peu actives sont la planification des espaces verts et des structures du transport.

Les villes ne donnent pas de directives, ou alors que des directives très générales (règlement des zones, lois en matière de construction etc.). Elles se limitent de créer les conditions cadres pour des activités qui par la suite ne pourront quand même pas avoir lieu. Elles implantent leurs services publics à des endroits où des privés ont depuis longtemps créé des faits accomplis (une société immobilière construit quelques immeubles locatifs, maintenant, il

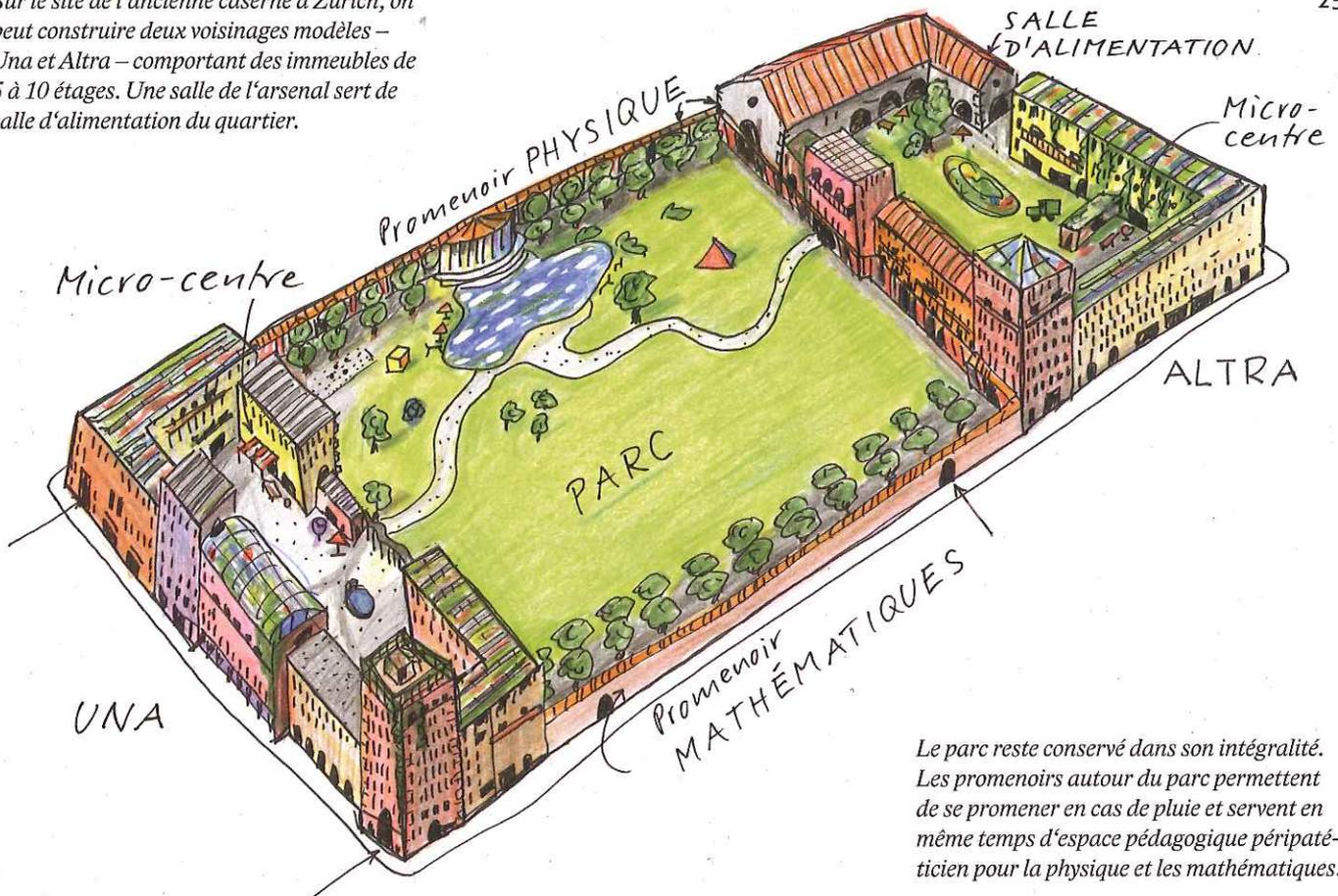
faut d'urgence construire des jardins d'enfants, des écoles, des raccordements aux transports publics, des centres sportifs et de loisirs etc.).

Les investisseurs décident et les villes cherchent à répondre aux dérives qui en résultent. Est-ce la définition d'un véritable partenariat? Ou plutôt l'expression de rapports de force asymétriques?

³⁶ Dans la Grèce antique, l'agora était la place de fête, de réunion et de marché centrale d'une ville et donc également une institution sociale importante.

Sur le site de l'ancienne caserne à Zurich, on peut construire deux voisinages modèles – Una et Altra – comportant des immeubles de 5 à 10 étages. Une salle de l'arsenal sert de salle d'alimentation du quartier.

25



Le parc reste conservé dans son intégralité. Les promenoirs autour du parc permettent de se promener en cas de pluie et servent en même temps d'espace pédagogique péripatéticien pour la physique et les mathématiques.

Approvisionnement

Les voisinages qui se définissent exclusivement par le biais du confort de logement manquent de fonction et d'utilité plausibles pour les habitants. La valorisation sociale et culturelle à elle seule ne suffit pas pour créer des voisinages. Nous n'avons pas seulement besoin de dormir, mais également de manger. La vie communautaire peut avoir lieu de temps à autre. Le besoin de manger existe toujours.

Dès lors, notre proposition vise à associer le voisinage à un autre secteur critique de notre société: l'agriculture. Cette association est tout à fait logique, puisqu'une grande partie des aliments est consommée dans des voisinages.

Aujourd'hui, les voisinages et les fermes sont deux «bouts non connectés» de notre système qui fonctionnent tous les deux de manière non satisfaisante. Les paysannes et les paysans aimeraient produire pour des consommateurs qu'ils connaissent et qui apprécient leur travail. Ils souhaitent vivre de leur travail plutôt que de paiements directs et de subventions.

Les consommateurs et consommatrices aimeraient savoir d'où viennent leurs aliments. Ils souhaiteraient également bénéficier des prix plus avantageux possibles pour les produits saisonniers et locaux sans intermédiaires – même sans subventions. Il est évident qu'un tel défi n'est pas uniquement urbain, mais national et global. Dans les villes,

une issue peut au moins être initiée, de manière progressive, sans déchirer les structures existantes. Par ailleurs, nous pouvons nous appuyer sur de multiples expériences.³⁷

La question qui se pose immédiatement est celle-ci: Est-ce réellement la tâche d'une ville d'assurer l'approvisionnement en denrées alimentaires de ses habitants? N'avons-nous pas déjà la Migros, la Coop etc.?

La réponse est: bien sûr que non, la ville n'est pas un supermarché. Mais la ville peut donner aux voisinages la possibilité de construire de leur propre initiative un nouvel approvisionnement durable et social en denrées alimentaires, générateur tant d'urbanité, que de synergies multiples et d'une économie de transports.

Si les grands distributeurs se sont quelque peu écologisés, ils restent néanmoins prisonniers de contraintes du système qui ne s'accorderont jamais avec une société à 2000 watts. Mais ils auront leur place (dans le centre du quartier) pour assurer l'approvisionnement complémentaire en certains biens industriels et internationaux.

En Suisse, cela signifierait que sur les quelque 3000 filiales des grands distributeurs actuels, seuls 500 seront encore nécessaires. Et tous au cœur des quartiers, à une distance qu'on peut parcourir à pied ou à vélo.

³⁷ www.regionalevertragslandwirtschaft.ch;
www.fracp.ch; www.uniterre.ch

Conception de l'approvisionnement en denrées alimentaires

27

Il sera impossible d'atteindre une société à 2000 watts sans repenser à fond notre approvisionnement en denrées alimentaires. Les denrées alimentaires génèrent un peu plus de 30 % de nos émissions de CO₂, bien qu'ils ne représentent que 8 % de notre budget ménager. Et ceci sans compter les transports (vers ou depuis les supermarchés et les centres commerciaux).

50 % des coûts des denrées alimentaires sont des coûts de transport et d'emballage. Cela signifie que l'approvisionnement en denrées alimentaires ne peut plus être une affaire purement privée. Elle ne peut être réorganisée efficacement sur une base privée. L'approvisionnement en denrées alimen-

taires sera une tâche politique au même titre que les transports le sont déjà. Si nous prenons cette tâche au sérieux, les conséquences pour la vie en ville seront d'une grande envergure. Comme Vandana Shiva le dit dans son livre: nous devons réinventer les villes dans la perspective de la campagne, de la production de denrées alimentaires.³⁸

La création de la souveraineté alimentaire ne peut être simplement abandonnée aux paysannes et paysans. Pour que celle-ci fonctionne, les consommateurs et consommatrices doivent en parallèle construire une souveraineté au quotidien capable d'assurer le lien entre ville et campagne de manière autonome et contraignante.

Micro-agro

Le modèle qui permettrait à la fois d'approvisionner les voisinages et d'assurer à l'agriculture suisse un système de débouchés fiables, nous l'appelons micro-agro.³⁹ Pour approvisionner un voisinage d'environ 500 personnes en denrées alimentaires de base, il faut une surface d'environ 80 à 100 ha.⁴⁰ Cela veut dire qu'une grande exploitation agricole diversifiée amène ses produits à l'entrepôt alimentaire du voisinage.⁴¹ Des approches qui fonctionnent bien

existent d'ores et déjà, par exemple www.cocagne.ch ou www.ortoloco.ch. Même si du point de vue de la logistique du transport, une seule exploitation par voisinage serait l'idéal, il est également possible que plusieurs exploitations, aussi proches que possible l'une de l'autre, se partagent la livraison. La forme juridique – agriculture contractuelle, coopérative commune, exploitation par le voisinage – peut varier d'un voisinage à l'autre.

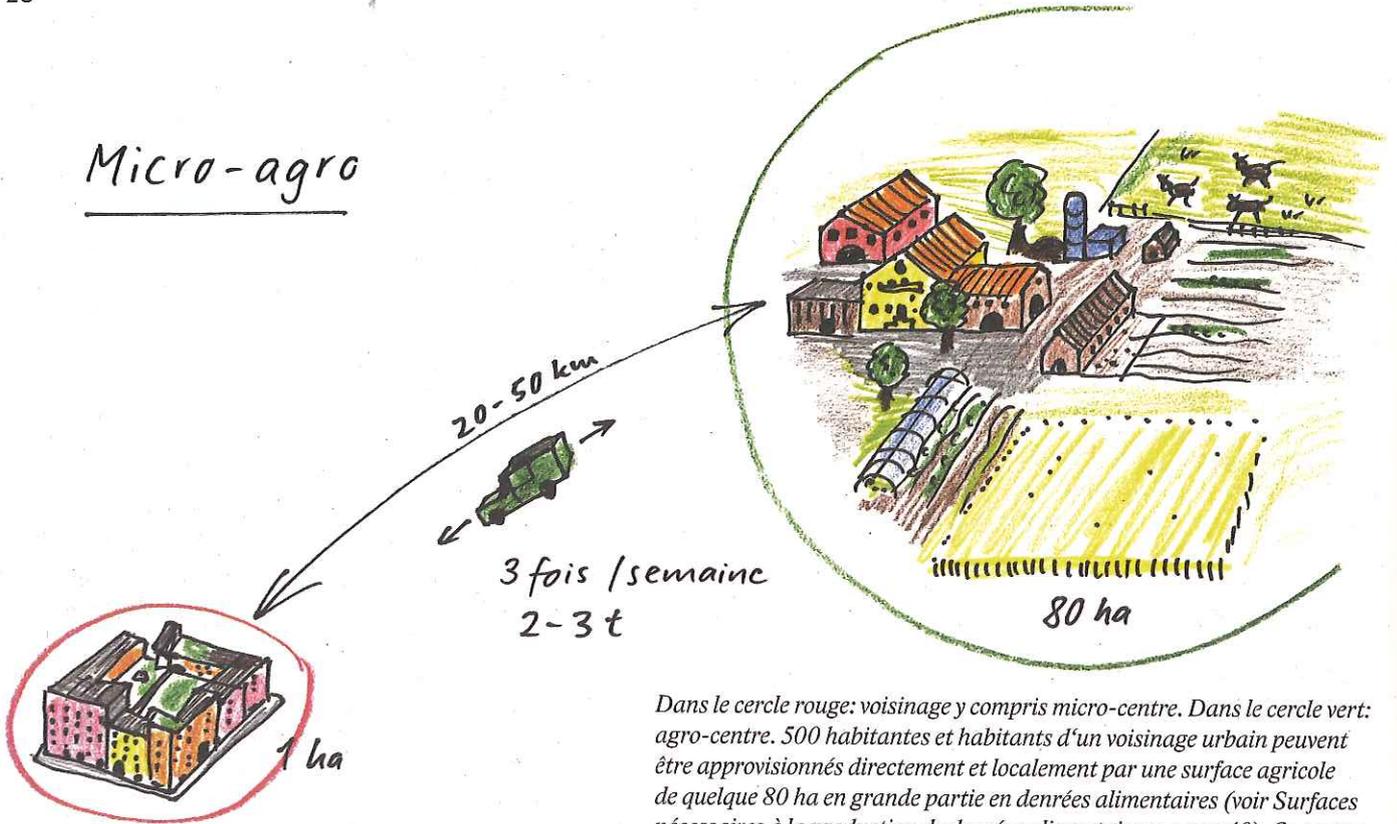
³⁸ voir bibliographie, page 45

³⁹ voir croquis page 28

⁴⁰ voir annexe page 40: «Besoins de surface pour la production de denrées alimentaires»

⁴¹ Il y a suffisamment de terres cultivables à une distance de 50 km pour nourrir env. 3 millions de personnes:
 $\pi \times (50 \text{ km})^2 : (100 \text{ ha} : 500 \text{ personnes}) = 3.93 \text{ millions}$
de personnes

Micro-agro



Dans le cercle rouge: voisinage y compris micro-centre. Dans le cercle vert: agro-centre. 500 habitantes et habitants d'un voisinage urbain peuvent être approvisionnés directement et localement par une surface agricole de quelque 80 ha en grande partie en denrées alimentaires (voir Surfaces nécessaires à la production de denrées alimentaires», page 40). Ce centre d'approvisionnement, nous l'appelons «micro-agro» (voir également chapitre à ce sujet à la page 27).

L'approvisionnement de 500 personnes en denrées alimentaires génère théoriquement un chiffre d'affaires annuel de 1,8 millions de francs (300 CHF multipliés par 12 multipliés par 500). Afin d'assurer ce chiffre d'affaires, il faut une surface commerciale de quelque 400 m² (à laquelle s'ajoutent les surfaces d'entreposage et de transformation). Cela ressemble à un petit supermarché. Selon une étude allemande, cette forme de logistique alimentaire (appelée supermarché régional) est la plus écologique, nettement meilleure que les magasins à la ferme, les marchés hebdomadaires ou les magasins bio.⁴²

Par ailleurs, il faut des chambres froides, notamment pour les produits laitiers et la viande. Les investissements nécessaires se montent à plusieurs

centaines de milliers de francs. Mais c'est un investissement écologiquement durable, puisqu'il permet de remplacer les petites installations inefficaces dans les appartements par les grands modèles les plus efficaces. En ajoutant au magasin une cuisine collective (avec restaurant/bar/café), on améliore encore davantage l'écobilan multifonctionnel.⁴³ En même temps, on crée ainsi un micro-centre de voisinage qui abrite la vie sociale et culturelle. On pourrait également le désigner de nouvelle base logistique qui permettrait une utilisation judicieuse des rez-de-chaussée et la création de places de travail directement au lieu d'habitation (les emplois auprès des grands distributeurs retourneraient dans les voisinages).

Le micro-centre de voisinage

L'installation de micro-centres de voisinage demande des investissements que les personnes vivant dans les voisinages ne peuvent assumer eux-mêmes qu'à long terme. Un financement initial est donc nécessaire.

Un organisme neutre pourrait fournir du conseil, créer une plate-forme pour le contact ville-campagne etc. Bien qu'écologique, cette structure

d'approvisionnement est commercialement aussi peu viable que l'étaient les petites épiceries évincées. Elle demande dès lors, en dehors d'un socle de travail professionnel rémunéré, une certaine dose de collaboration bénévole qui devra être organisée.⁴⁴

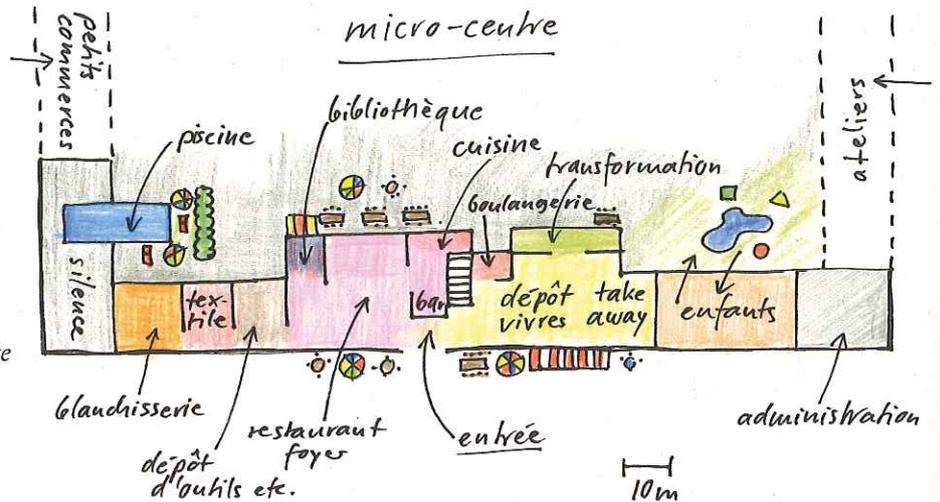
Les tentatives d'exploiter des services de voisinage sur une base purement commerciale ont échoué à cause des coûts.⁴⁵ Globalement, cette collabo-

⁴² voir Demmeler, 2000; voir bibliographie page 45

⁴³ Aux Etats-Unis, 32 % de l'énergie utilisée pour l'alimentation sert à la conservation et à la préparation dans le ménage. La production ne représente que 22 %, le reste va dans le conditionnement, le transport, la transformation etc. voir bibliographie. Hänggi, page 76

⁴⁴ voir annexe page 42 «Infrastructure élargie du micro-centre»

⁴⁵ voir par exemple le concept de services peu performant «James», www.james.ch



Ce micro-centre d'un voisinage urbain nécessite une surface de quelque 1000 m².

⁴⁶ Gasche, page 88 «Un sondage représentatif réalisé par le Tages-Anzeiger a fait ressortir en 1993, année de récession, déjà que deux tiers des personnes travaillant à temps complet renonceraient à 10 % en moyenne de leur salaires si, en contrepartie, elles pourraient travailler moins.»

⁴⁷ Un bon exemple: Genossenschaft Dreieck, Zurich, www.dasdreieck.ch

ration bénévole peut être sortie du compte à titre d'économie de travail ménager ou de réduction du coût de la vie. En même temps, cette collaboration est le moteur de la synergie sociale et de l'animation culturelle du voisinage. La collaboration est le terrain le plus fertile pour la communication. De nombreuses personnes seraient prêtes à réduire leur taux d'activité lucrative et elles auraient plus de temps pour s'engager dans une infrastructure ménagère commune.⁴⁶

La construction des micro-centres n'exige pas de modification des rapports de propriété: les locataires, les propriétaires, les coopératives ou la ville

collaborent à cet effet au sein d'une association ou d'une coopérative et en profitent. En cas de nouvelle construction, les micro-centres peuvent être planifiés dès le début de manière optimale.

En cas de transformation de cités existantes en voisinages Redémarrer la Suisse, les magasins vides, les appartements situés au rez-de-chaussée – de toute manière inattractifs –, les restaurants etc. pourraient être regroupés en micro-centres. Le cas échéant, il est possible de construire en complément de nouveaux bâtiments – par exemple sur des terrains vagues – et de les équiper d'installations communautaires.⁴⁷

L'agro-centre à la campagne

31

Du côté de la campagne, on crée en complément au micro-centre un agro-centre où les paysannes et paysans peuvent rassembler, traiter, conditionner et préparer au transport leurs produits ensemble. Pour 500 consommatrices et consommateurs, il faut compter théoriquement avec 900 kg de denrées alimentaires par jour (1,8 kg multipliés par 500) dont seule la moitié environ est à fournir par l'agro-centre, puisque ce volume comprend également des denrées alimentaires provenant d'autres sources. Avec une livraison tous les deux jours, il suffit d'une petite camionnette pour la totalité du transport. Des

livraisons plus importantes de produits de garde tels que les céréales peuvent également être transportées par train en fonction de la situation.

A l'instar du micro-centre, l'agro-centre évolue pour devenir un centre social et culturel : vacances à la ferme, restaurant de campagne, offres pour enfants de la ville, possibilités de collaboration, centre agricole de formation et de médias. Jusqu'à un certain point, les agro-centres remplacent les résidences secondaires actuelles en offrant aux citadins un accès direct à la nature sans qu'ils aient besoin de détruire celle-ci par des maisons individuelles.

Les micro-centres donnent vie au quartier

Comment se présente alors un quartier qui comprend dix à trente micro-centres? Tous les 200 mètres, on trouve un tel centre qui, de toute évidence, est ouvert à tous les habitants du quartier, quel que soit le voisinage dans lequel ils vivent. Chaque centre a ses propres spécialités et qualités, ses propres sources d'approvisionnement (huile d'olives de la Provence, fromage d'alpage du Valais, vin de Toscane, saucisse de bœuf de Meinier): une visite réciproque en vaut la peine, puisqu'un habitant de voisinage n'est nullement obligé de faire ses

achats uniquement dans son entrepôt alimentaire. Les rues s'animeront – mais non pas de véhicules, mais d'être humains.

Par ailleurs, il y aura de multiples possibilités de travail professionnel et bénévole, à la fois intéressant et nécessaire: à l'entrepôt alimentaire, à la transformation des denrées alimentaires (mise en conserve de fruits et de légumes, production de pâtes ou de yaourt, préparation des plats à l'emporter), au restaurant/bar/médiathèque, dans des boutiques de deuxième main etc. En même temps, de tels centres

sociaux ouvrent également de nouvelles possibilités pour les petites entreprises commerciales de tout genre qui peuvent s'y joindre à titre de complément judicieux (les clients sont déjà sur place).

Le quartier gagne non seulement 20 «supermarchés», mais également 20 lieux de rendez-vous individuels à orientation pas uniquement commerciale. Les habitants du quartier ont des thèmes communs: l'état des cultures agricoles, la météo, la gastronomie.

Le centre du quartier s'anime parce que le seul grand distributeur restant propose des produits complémentaires du monde entier (de préférence écologiques et du commerce équitable), parce qu'il y a des services spécifiques, une succursale des services étatiques, un tabac-presse, une salle de théâtre, une pharmacie, une confiserie, des centres d'apprentissage etc. La vie est ré-organisée et ré-socialisée. La liberté de créer augmente dans tous les domaines de la vie.

Créer des voisinages modèles

Les voisinages intégrés sont le produit logique de la transformation écologique et sociale nécessaire de notre société (relocalisation). Les voisinages sont la base de modes de vie adaptés aux défis du futur.

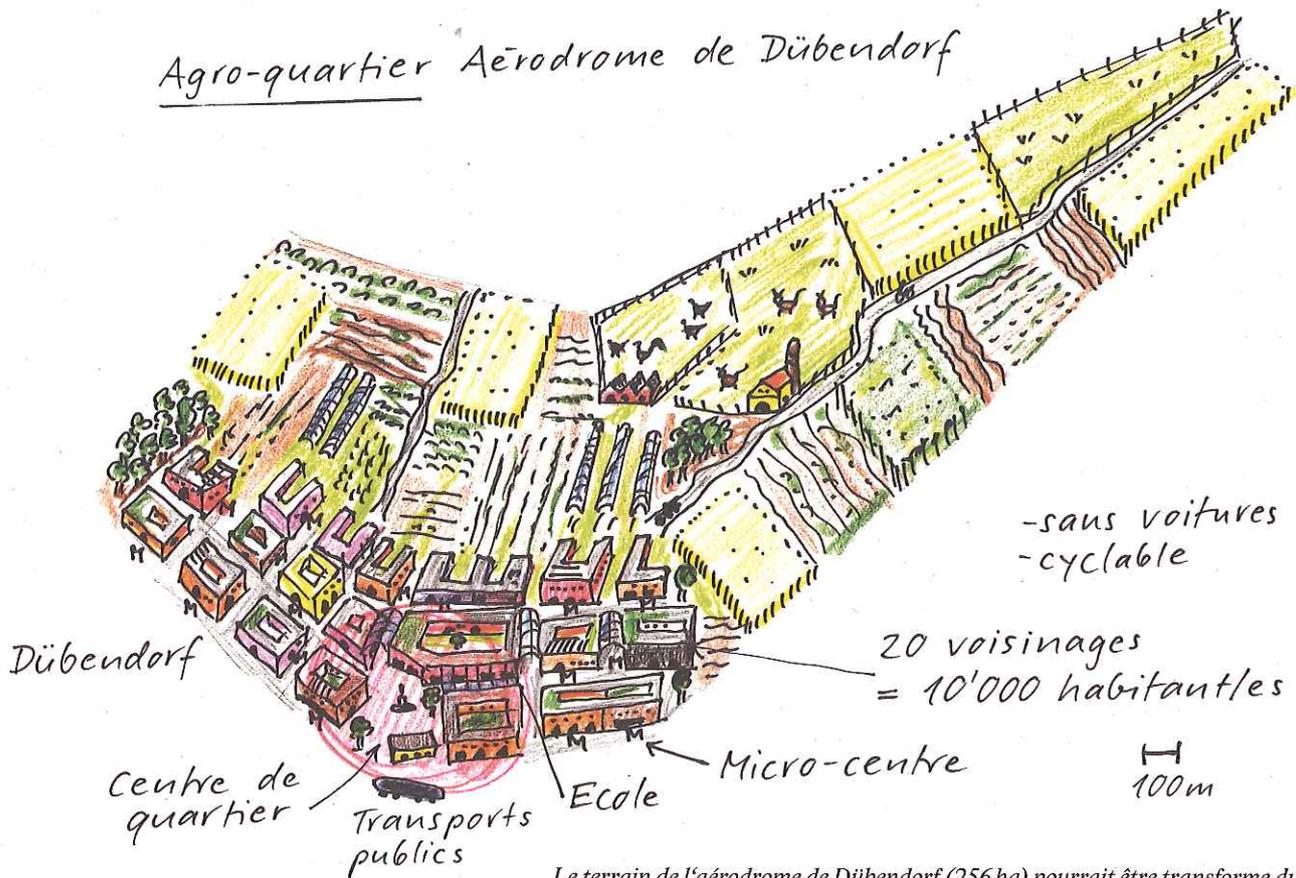
Le changement des conditions de base par tout un éventail de programmes et d'investissements payants à long terme est indispensable.

D'innombrables petites initiatives sont possibles et souhaitables.

Mais pour stimuler l'activité individuelle et l'imagination des gens, il faut également des projets concrets qui anticipent l'avenir et dans lesquels de nouvelles structures, de nouveaux comportements et de nouvelles technologies peuvent être testés, exercés et illustrés.

«Push» systémique et «pull» exemplaire, les deux sont nécessaires. Toute ville d'une certaine taille devrait s'offrir «son» voisinage modèle, en quelque sorte à titre de programme d'impulsion habitable.

Agro-quartier Aérodrôme de Dübendorf



Le terrain de l'aérodrôme de Dübendorf (256 ha) pourrait être transformé durablement en partie en terres agricoles, en partie en agro-quartier densifié.

Des voisinages pour tous les citoyens et citoyennes

Un programme de développement de voisinages doit éviter que pour des raisons de fausses «économies», on crée des impasses (donc des effets «lock-in», tels que le design qwertz techniquement obsolète de claviers) dont il est ensuite difficile de sortir.

Nous voulons dire par là que la création de voisinages ne doit pas intervenir de manière ponctuelle et volontaire juste là où «par hasard», quelques pionniers en matière de voisinages ont envie de s'engager. Sinon, on risque de voir apparaître, entre quelques voisinages fonctionnels, des «chutes» urbanistiques qui ne pourront plus jamais fonctionner.

Toutes les personnes qui vivent dans la ville doivent bénéficier d'une vie dans un voisinage multifonctionnel. Cela veut dire que les villes doivent prendre des mesures permettant de procéder à une subdivision (pour l'instant provisoire) en voisinages de 350 à 800 habitants (selon la situation). A cet effet, il faut des recherches, des discussions publiques et des consultations.

Dès aujourd'hui, les villes peuvent initier des micro-centres modèles dans leurs cités ou les inscrire au programme de mise en concours de projets de logements.

En dehors de ces micro-centres modèles, il faut développer un programme à long terme qui englobe les villes entières. Ceci demanderait des crédits

d'investissement pour la construction des micro-agro-centres ainsi que des contributions annuelles à la gestion. Si nous comptons avec un million de francs par voisinage, la transformation de base de la Suisse revient à 14 milliards de francs.

Ces investissements doivent être partie intégrante du programme pour une société à 2000 watts qui s'étend de toute manière loin au-delà de l'an 2015. En comptant avec une durée de transformation de dix ans, le coût annuel se monte à 1,4 milliards de francs.

L'Etat doit commander des recherches et des études afin de définir les caractéristiques requises d'un micro-centre (y compris le concept de gestion). Il doit mettre à disposition un «jeu de construction» correspondant qui peut être utilisé par les privés ou les coopératives intéressés et par les responsables des villes.

Sur le plan national, il existe un très grand nombre de sites qui se prêteraient à la construction de tels voisinages modèles. Si les acteurs publics et privés s'y engagent dès maintenant, il est possible de changer l'affectation de sites déjà prévus pour d'autres projets en les destinant à cette utilisation. La planification de tels voisinages modèles doit associer les futurs habitants dès le début.

Dans les villes clés régionales ou régions métropolitaines, nous voyons les possibilités suivantes.

Voisinages modèles possibles

35

Les sites ci-dessous ont des histoires de planification et des rapports de propriété différents, ce qui ne devrait toutefois pas empêcher les villes ou les cantons d'exercer leur influence de manière appropriée à chaque cas.

Ces voisinages modèles peuvent être des lotissements appartenant à la ville, des projets privés ou des lotissements coopératifs (les coopératives ont de bonnes conditions d'obtenir des terrains en droit de superficie), tels que par exemple celle de «mehrals-wohnen»¹ à Zurich Leutschenbach qui présente d'ores et déjà quelques caractéristiques modèles.

Les sites ci-dessous (pour environ 120 voisinages, c.-à-d. 60'000 habitants) ont été repérés par le groupe de travail Voisinages de Redémarrer la Suisse sur la base d'informations publiquement accessibles. Il est évident qu'il ne s'agit pas de devancer les planifications en cours et les intentions d'autres organisations.

Suisse romande:

- Plaine de l'Aire – Cherpines-Charrotons (Genève/Plan-les-Ouates/Confignon/Bernex): un agro-quartier avec 14 voisinages (voir www.agroquartier.ch)
- Les Vergers (Genève Meyrin): un éco-agro-quartier avec 6 voisinages (voir www.lesvergers-meyrin.ch)

- Fribourg: site Cardinal, 4 voisinages
- Lausanne ouest (70 ha), plusieurs douzaines de voisinages

Zurich:

- Site Hardturm: 3 voisinages
- Site de la caserne: 2 voisinages (voir croquis page 25)
- Zollfreilager Albisrieden: 4 voisinages
- Bellerivestrasse/Hornbachstrasse: 1 voisinage
- Site du Kinderspital à Zurich-Hottingen: assainir et compléter les bâtiments existants ou nouvelles constructions pour 2 voisinages
- Leutschenbach Mitte: 4 voisinages
- Aéroport de Dübendorf: un agro-quartier, 20 voisinages plus un centre de quartier (voir croquis page 33)
- ETH (Ecole polytechnique fédérale) «Science City»: 4 voisinages (cités universitaires pour étudiants et professeurs)

Bâle:

- Walkeweg: 1 à 2 voisinages
- Dreispitz (surtout avec partie Münchenstein) 2 à 4 voisinages
- Hafen Kleinbasel: 4 à 5 voisinages
- Stadtrand-Entwicklung Ost: env. 3 voisinages
- Felix-Platter-Spital: 2 voisinages

⁴⁸ www.mehralswohnen.ch

- Schoren-Areal: 1 voisinage
- Erlenmatt: 2 à 3 voisinages
- Riehen: Stettenfeld, env. 1 à 2 voisinages
- Salina-Raurica, Pratteln: 600'000 m² de réserves de terrain constructible, au moins 10 voisinages (voir www.salina.raurica.ch)
- Saint-Louis-West: 3 à 4 voisinages

Lucerne:

- Industriestrasse, ville de Lucerne (9'170 m²): 1 voisinage
- Site Viscosuisse/Monosuisse, Emmenbrücke (env. 30'000 m²): 3 voisinages

- Site Teiggi, Kriens (8'890 m² – commune de Kriens; appel d'offres en cours): 1 voisinage
- Süd-Bahnhof, Horw (110'000 m²; différents propriétaires immobiliers, plan de construction approuvé par la commune): 10 voisinages

Liste des friches:

Pour d'autres sites possibles, nous renvoyons à l'«inventaire des friches» de Wüest & Partner.⁴⁹ Tous les sites ne se prêtent pas à la construction de voisinages, mais une évaluation en vaut en tous les cas la peine pour les activistes locaux de Redémarrer la Suisse.

⁴⁹ www.brachenbank.ch

⁵⁰ voir Knoflacher, voir bibliographie en annexe

⁵¹ Le terme de «2000 watts» est une «invention» suisse. Ce sont l'Institut Paul Scherrer (PSI) et l'École polytechnique fédérale de Zurich (ETHZ) qui l'ont introduit en 1998 sur la base de la prise de conscience que pour survivre et progresser, un pays a besoin de 1000 watts par personne. Le double, c.-à-d. 2000 watts par personne, ne porterait pas atteinte à la qualité de vie des habitants d'un pays hautement développé tel que la Suisse, selon les calculs des scientifiques. Le watt désigne une consommation d'énergie pendant une certaine période. 2000 watts correspondent à une consommation annuelle de 17'000 kilowattheures par personne. En parallèle à l'objectif des 2000 watts, l'ETHZ veut également réduire l'émission de CO₂ à une tonne par personne et par an.

Réaliser la société à 2000 watts

La restructuration claire des villes constitue automatiquement aussi la base d'une nouvelle politique des transports. Un approvisionnement de base de tout le pays absorbe le trafic à sa source. En dehors de chaussures et de vélos, quelques lignes de tram ou de bus suffisent. Même les transports publics qui, dans leur dimension actuelle ne sont pas durables, peuvent être redimensionnés. Certaines lignes de tram peuvent être désaffectées et remplacées par des bus petits et moyens d'une utilisation plus souple. La qualité de vie augmente, puisque la voiture «puissance d'occupation»⁵⁰ perd de sa présence.

Les habitants de la «Ville Suisse» aspirent à une véritable vie de voisinage. Un programme de développement actif de voisinages peut obtenir une majorité politique. Mais une vie professionnelle stressante ne laisse pas le temps et l'énergie nécessaires pour s'engager personnellement en faveur d'une telle évolution.

C'est la tâche de la collectivité d'agir comme soutien et coach. Mais ce sont en premier lieu les gouvernements des villes qui devraient immédiatement organiser la discussion sur la vie dans les voisinages dans le cadre de la société à 2000 watts.⁵¹

Bien présentées et documentées, les idées ci-dessus convaincraient sans aucun doute une grande majorité et elles pourraient même enthousiasmer bon nombre de personnes. Notamment le lien avec ses «propres» entreprises agricoles serait un immense atout pour la qualité de vie en ville (et les enfants pourraient donner des noms à «leurs» vaches...).

Enfin, des investissements dans une infrastructure réellement durable aident également à surmon-

ter les crises économiques récurrentes. Ils créent une certaine résilience (ce qui désigne à la fois la résistance et la capacité de se remettre) locale, et donc un système socialement étayé pour amortir les chocs extérieurs. Ils créent des emplois dans la transformation et la gestion; ils construisent un système assurant l'existence qui fonctionne indépendamment des fluctuations du marché.

Il y a une vie au-delà de la place financière Suisse.

Annexe – des chiffres et des faits

Que veut dire «2000 watts»?

Le véritable objectif est la société à 1000 watts, car avec le mix actuel d'énergies, seule celle-ci permet d'obtenir une émission de CO₂ inférieure à une tonne. La société à 2000 watts est une version arbitrairement allégée pour améliorer l'acceptation. La question qui se pose est la suivante: en quoi, notre acceptation intéresserait-elle le climat? Aujourd'hui la consommation mondiale d'énergie se situe à 2300 watts en moyenne, mais cela signifie une empreinte écologique intenable de 1,8!⁵²

Si nous voulons vivre en adéquation avec le monde, notre but doit être au moins la société à 1000 watts. Il est vrai qu'aujourd'hui, on prône

encore la société à 2000 watts, mais des études sur l'avenir énergétique font ressortir que nous aurons de la peine à produire ces 2000 watts uniquement à partir de sources durables, c'est-à-dire ni fossiles ni nucléaires.⁵³ Pour arriver à une émission de CO₂ de 0,9 tonnes par tête et par an – ce qui, selon les climatologues, est le maximum – nous devrions consommer moins de 1000 watts si l'on prend en compte des formes réalistes de production d'énergie.⁵⁴

Ce qu'un mode de vie à 1000 watts signifie est illustré par le modèle de calcul suivant établi par un spécialiste de l'écobilan.⁵⁵ Vivre avec 1000 watts par personne signifie (exemple):

⁵² Par empreinte écologique on entend la surface sur la terre nécessaire pour assurer durablement le mode de vie et le niveau de vie d'une personne. Une empreinte de 1,8 correspond à 1,8 terres.

⁵³ Roadmap Energy Schweiz, 2007, page 21; www.bit.ly/satwmap

⁵⁴ voir Monbiot: Hitzte, page 44, bibliographie page 44

⁵⁵ voir P.M., Subcoma, page 126; voir bibliographie page 44

- 20 m² de surface habitable (chauffée selon des standards Minergie)
- pas de voiture
- pas de voyages en avion
- 9 kilomètres par personne/jour en train (aujourd'hui, ce sont en moyenne 6,3 km/personne ou 2'291/km/an)
- un voyage de 2'000 km en Europa (en train) par an
- un voyage de 12'000 km en bateau par an
- 18 kg de viande par personne et par an
- 70 litres d'eau par jour
- 1 journal pour 10 habitants

Il ne s'agit là pas d'une description d'un mode de vie obligatoire pour tout le monde, mais simplement d'une illustration concrète des conditions cadres théoriques.

Vivre avec 1000 watts, signifie tout d'abord une vie sans voiture privée, sans voyages en avion et sans appareils électroménagers privés. Cela ne veut pas dire qu'on n'ait pas accès à ces derniers: on peut les emprunter (par exemple la fameuse perceuse de Franz Hohler).

La mobilité est déplacée des transports en voiture et en avion vers quelque 9 kilomètres par personne et par jour en train (50 % de plus qu'aujourd'hui), un voyage de 2000 km en Europe en train et un voyage outre-mer de 12'000 km par an en bateau (l'actuel nombre de bateaux existants ne suffit pas

pour ces voyages – le chiffre montre uniquement que les voyages en bateau sont moins nocifs pour l'environnement que les voyages en avion et que nous devrions donc arrêter la construction d'avions en faveur de la construction de grands voiliers high-tech). En plus, on peut marcher et faire du vélo tant qu'on veut.

Les repas proviennent d'une cuisine collective centrale, on ne mange que des légumes de saison de la région et peu de viande (18 kg par personne et par an, un tiers de la consommation actuelle). Les vêtements et les meubles ont une longue durée de vie ou proviennent d'entrepôts de deuxième main, tout est lavé dans la grande machine collective, on ne consomme pas plus de 70 litres d'eau par jour (moyenne suisse actuelle: 160 litres sans consommation industrielle). Il y a un journal pour 10 habitants. On vit sur une surface habitable privée de vingt mètres carrés dans un immeuble compact pourvu de toutes les technologies écologiques (Minergie ou mieux).

Ainsi, un citoyen 1000 watts arrive à une pollution de 26'729 nano-points et à une consommation d'énergie de 17,5 téra-joules par an, les deux valeurs étant environ cinq fois meilleures que l'actuelle moyenne suisse. La consommation constante correspond à 1008 watts par personne.

Celles et ceux qui pensent qu'un tel avenir est trop rébarbatif ne devraient pas oublier qu'aujourd'hui, une Ethiopienne doit s'en sortir avec cent watts.

Le mode de vie à 1000 watts peut être mis en place de différentes manières et avec des méthodes différentes: il est possible que le voisinage dispose de quelques voitures de location et qu'en contrepartie, les habitantes et habitants mangent encore moins de viande. Si les places de travail à l'intérieur du voisi-

nage sont nombreuses, l'utilisation des transports publics diminue, ce permet un petit voyage en avion de temps à autre. Il n'y pas de limite à l'imagination.

Les facteurs d'un bilan écologique peuvent varier d'un individu ou d'un voisinage à l'autre, tant que la consommation n'excède pas 1000 watts.

La structuration de la Suisse

- La Suisse compte 7 régions métropolitaines: Bâle, Berne, Genève, Lugano, Lucerne, St-Gall et Zurich.
- Les régions métropolitaines peuvent comprendre plusieurs centres urbains: Berne avec Bienne, Genève avec Lausanne, Lugano avec Locarno, Zurich avec Winterthur.
- La Suisse compte 14'000 voisinages et quelque 500 quartiers ou villes de campagne.
- Chaque voisinage est approvisionné en produits frais directement par une ou plusieurs exploitations agricoles qui y sont rattachées.
- Les entreprises d'approvisionnement (agro-centres) se situent à une distance de 50 kilomètres au maximum.
- Chaque personne sait où se trouve son chez soi et elle a l'assurance qu'elle y trouve des gens, de quoi manger et boire.
- Les 500 quartiers ou villes de campagne disposent chacun d'une filiale supplémentaire d'approvisionnement en denrées alimentaires et de services publics supplémentaires situés au centre.
- Chaque voisinage a un micro-centre qui comprend au moins un entrepôt alimentaire, des locaux de transformation, une boulangerie, une cuisine collective et un lounge; et ceci à une distance que l'on peut parcourir à pied.
- Les habitantes et habitants des régions métropolitaines peuvent satisfaire tous leurs besoins en se déplaçant à pied, à vélo ou en transports publics.

Surfaces nécessaires pour la production de denrées alimentaires (estimations)

Produit cru	transformé	pers./sem.	500 pers./sem.	par an	surface de culture/ de fourrage
Légumes, herbes		2 kg	1000 kg	50'000 kg	2,5 ha
Lait		2l	1000l		
	Yaourt	0,4l	200l		
	Fromage	0,3 kg	150 kg		
	Beurre	0,2 kg	100 kg		
				260'000l	60 vaches/30 ha
Œufs		4 pièces	2000 pièces	5000 kg	500 poules/5 ha
Céréales	Pain	1 kg	500 kg		
	Pâtes	1 kg	500 kg		
				50'000 kg	15 ha
Pommes de terre		1 kg	500 kg	25'000 kg	1 ha
Fruits	Jus de fruits	3 kg	1500 kg	75'000 kg	8 ha
Viande		0,6 kg	300 kg	15'000 kg (30 kg/pers.)	Bœuf 12t/17,5 ha Porc 3t/5 ha
Total			5,76t	300t	85 ha animal: 57,5 ha (68%) végétal: 27,5 ha

Note:

En Suisse, il existe actuellement encore 1 million d'hectares (ha) environ de terres cultivables. Cela correspond à 71,42 ha par voisinage (14'000). En réduisant légèrement la consommation de viande et de produits laitiers, cela permettrait même de s'auto-suffire dans une large mesure. Mais il n'y a pas de raison de renoncer aux céréales de France, à l'huile de tournesol de Hongrie ou au concentré de tomates d'Italie, à condition que l'échange soit équitable, durable, personnel et direct. Redémarrer la Suisse n'est pas un projet d'écologie nationale.

Voisinage modèle, indicateurs d'utilisation

41

Surface de base	10'000 m ²	Par parcelle
Construction en bordure	90 x 90 m	
Profondeur de l'immeuble	14 m	
Surface de la cour intérieure	3844 m ²	Par parcelle
Surface des étages	4256 m ² par étage	Y compris murs, balcons, aménagement
Surface brute au plancher (SBP)	3806 m ² par étage	Après déduction pour balcons, loggias et couloirs = 450 m ²
Surface utile principale (SUP) = surface nette à louer	2665 m ² par étage	Sans murs, aménagement. 70 % de la surface brute au plancher
Logement	35 m ² x 500 = 17'500 m ²	Avec 20 m ² par personne, seulement 10'000 m ²
Réserve	1731 m ²	Pour besoins spéciaux (p. ex. personnes avec handicaps) ou pour des surfaces communes dans les étages
Infrastructure	1270 m ²	Rez-de-chaussée
Reste de surface de travail	1395 m ²	Reste du rez-de-chaussée; pour ateliers, artisanat etc.
Surface nette total	21'896 m ²	17'500 + 1'731 + 1'270 + 1'395 = 21'896 m ² (avec 20 m ² /pers. seulement 14'396 m ²)
Nombre d'étages	8.2	Surface nette totale/SUP 21'896 m ² / 2'665 m ² = 8.2
Exploitation	2.18	Surface nette totale / surface de base 21'896 m ² / 10'000 m ²
Densité des parcelles	500 personnes/hectare	
Densité approximative d'habitation	170 personnes/hectare	Y compris parts respectives aux rues, parcs, infrastructures publiques. Pour comparaison: densité la plus élevée en ville de Zurich, Aussersihl = 93 pers./ha

Infrastructure élargie du micro-centre (estimations)

	Surface en m ²	Investissement en CHF	Emplois rémunéré ^A	Travail bénévole en heures/an	Heures/semaine/personne
Entrepôt alimentaire ^B	300	50'000	1	10'220 ^C	0,56
Boulangerie	30	50'000		1460	
Transformation	30	10'000		1460	
Restaurant ^D /bar/réception (+ espace extérieur)	300	500'000	2	23'360	1,28
Bibliothèque	30	5'000		50	
Entrepôt de troc	50	500		740	
Textile	30	500		3650	
Blanchisserie	50	10'000		3650	
Atelier de réparation	30	5'000		365	
Bain ^E (+ espace extérieur)	300	200'000	1	950	
Espace détente	30	4'000		980	
Espace enfants (+ espace extérieur)	60	4'000		3650	
Administration etc.	30	10'000	2	0	
Travail aux champs				(5480)	(0,30)
Total	1270	849'000	6	56'015 (~30 emplois)	3,2^F

Légende:

En bleu: relié localement (= micro-centre)

^A Calculé plutôt juste

^B Base: 2/3 des besoins en denrées alimentaires (200 CHF x 12 x 500 = 1'200'000 CHF), donc sans café, thé, sel, sucre, riz, vin, épices etc.

^C Estimations plutôt larges, heures d'ouverture de 8 h à 22 h, après, combiné avec restaurant/bar/réception (exception: le voisinage a dix chambres d'hôtes)

^D Au moins trois repas par semaine (150 personnes à chaque fois)

^E Estimé sur la base du bain de la Sargfabrik Wien; www.sargfabrik.at

^F Avec 350 personnes en âge de travailler (sans enfants et personnes très âgées)

Note au sujet du tableau «Infrastructure élargie du micro-centre»:

Il est évidemment possible de remplacer le travail bénévole des habitantes et habitants en augmentant le nombre d'emplois rémunérés. Si celui-ci est par exemple porté à 12 (ce qui serait idéal pour des utilisations telles que restaurant, ateliers etc.), le travail bénévole nécessaire descend de 56'000 à 46'000 heures/an ou à 2,5 heures/semaine/personne. En revanche, les frais de gestion qui se répercutent sur les prix/loyers/frais annexes augmenteraient en conséquence.

Dans le cas concret, il s'agira donc mettre en balance les utilisations souhaitées (renoncer au bain? réduire les heures d'ouverture?) et les frais salariaux, le bénévolat admissible, l'efficacité professionnelle (le travail professionnel demande probablement moins d'heures de travail que le bénévolat) et l'activité conviviale au lieu de travail. La réponse variera en fonction de la situation économique individuelle ou générale.

Les chiffres du tableau ci-dessus indiquent donc uniquement les ordres de grandeur plausibles et doivent être adaptés en fonction du concept de gestion.

Les coûts de l'infrastructure élargie sont assumés en plus du loyer en partie par les prix, en partie via les frais annexes (p. ex. une contribution à l'infrastructure fixée en fonction du revenu).

Le plus simple, le plus équitable et le plus fiable économiquement serait probablement un bénévolat

à titre de contribution obligatoire.⁵⁶ Compte tenu du nombre élevé de collaborateurs, un tel principe assure une flexibilité tout aussi grande des affectations et une certaine générosité en cas d'absences prolongées. Cela permet d'éviter des sentiments négatifs (se sentir exploité, culpabilité).

⁵⁶ L'immeuble pluri-générationnel «Giesserei» à Winterthur-Hegi demande 36 heures par an et par habitant, www.giesserei-gesewo.ch

Bibliographie

- Bätzing, Werner: Die Alpen – Entstehung und Gefährdung einer europäischen Kulturlandschaft, Verlag C.H. Beck, 1991
- Demmeler, Martin: Ökobilanz eines Verbrauchers regionaler Bio-Lebensmittel, Bioring Allgäu e.V., 2000
- Diener, Roger et al.: Die Schweiz, ein städtebauliches Portrait, Birkhäuser, 2005
- Diener, Roger; Marcel Meili: Metropolitanregion Zürich, NZZ-Verlag, 2010, www.metropolitanregion-zürich.ch
- Dunbar, Robin: Coevolution of neocortical size, group size and language in humans, in Behavioral and Brain Sciences, Volume 16, Issue 04, Cambridge University Press, 1993
- Gasche, Urs; Guggenbühl, Hanspeter: Schluss mit dem Wachstumswahn, Rüeegger, 2010
- Goodman, Paul; Goodman, Percival: Communitas – Means of Livelihood and Ways of Life, 2nd edition, Vintage Books, 1960
- Grimm, Hans-Ulrich: Die Kalorienlüge – über die unheimlichen Dickmacher aus dem Supermarkt, Watson Books, 2008
- Hochbaudepartement der Stadt Zürich, Amt für Städtebau: Dichter. Eine Dokumentation der baulichen Veränderung in Zürich, 2012
- Hänggi, Marcel: Wir Schwätzer im Treibhaus, Rotpunktverlag, 2008
- Hänggi, Marcel: Ausgepowert, Das Ende des Ölzeitalters als Chance, Rotpunktverlag, 2011
- Hopkins, Rob: Energiewende – das Handbuch, 2001, 2009
- Hopkins, Rob: Transition Companion, 2011
- Jackson, Tim: Wohlstand ohne Wachstum, oekom, 2011
- Knoflacher, Hermann: Virus Auto – Die Geschichte einer Zerstörung, Carl Ueberreuter Verlag, 2009
- Kurz, Daniel: Die Disziplinierung der Stadt, gta, 2008
- Loderer, Benedikt: Die Landesverteidigung, eine Beschreibung des Schweizerzustands, Edition Hochparterre, 2012
- Monbiot, George: Hitze – Wie wir verhindern, dass sich die Erde weiter aufheizt und unbewohnbar wird, Riemann Verlag, 2007
- Nowak, Martin: Supercooperators, or: Why We Need Each Other to Succeed, Canongate, 2011
- P.M.: Neustart Schweiz, Verlag Zeitpunkt, 2010
- P.M.: Subcoma, Paranoia City Verlag, 2000
- Seidl, Irmi; Zahrnt, Angelika (Hsg.): Postwachstumsgesellschaft, Metropolis Verlag, 2010
- Sennett, Richard: Together, The Rituals, Pleasures and Politics of Cooperation, Allen Lane, 2012

- Sennett, Richard: *Handwerk*, Berlin Verlag, 2008
- Shiva, Vandana: *Leben ohne Erdöl*, Rotpunktverlag, 2009
- Stahel, Walter: *The Performance Economy*, Palgrave, London, 2006, www.product-life.org
- Twickel, Christoph: *Gentrifidingsbums oder eine Stadt für alle*, Nautilus, 2010
- Welzer, Harald; Leggewie, Claus: *Das Ende der Welt, wie wir sie kannten*. S. Fischer, 2009
- Welzer, Harald: *Mentale Infrastrukturen*, Heinrich Böll Stiftung, 2011
- Zolli, Andrew; Healy, Ann Marie: *Resilience, Why Things Bounce Back*, Headline, 2012

Liens internet⁵⁷

- ortoloco – Die regionale Gartenkooperative
www.ortoloco.ch
- Deutscher Verband regionale Vertragslandwirtschaft
www.regionalevertragslandwirtschaft.ch
- Fédération romande d'agriculture contractuelle de proximité
www.fracp.ch
- Organisation syndicale paysanne Uniterre
www.uniterre.ch
- Dytrich, Bettina: *Vertragslandwirtschaft – Ein kleines Stück Antwort auf die grossen Fragen*, WochenZeitung WoZ 14. Mai 2009
www.bit.ly/dytrich
- Transition-Town-Initiatives
www.transition-initiativen.de
www.transitionnetwork.org
- Verein Wohnwerk, Luzern
www.wohnwerk-luzern.ch
- Verein für integrative Lebensgestaltung, Wien
www.sargfabrik.at
- NeNa1, die Bau- und Wohngenessenschaft will Neustart Nachbarschaften wie in dieser Broschüre beschrieben umsetzen
www.nena1.ch
- Berg, Marco; Real, Markus: *Roadmap Erneuerbare Energien Schweiz – Eine Analyse zur Erschliessung der Potenziale bis 2050*, Schweizerische Akademie der Technischen Wissenschaften, SATW-Schrift Nr. 39, Dezember 2006
www.bit.ly/satwmap (PDF, 1,7 mb)
- DANACH – Wohlstand ohne Wachstumszwang; Allianz für unsere Zukunft
www.danach.info

⁵⁷ Etat au 26 décembre 2013

- Schneid, Andreas; Valencak, Martin; Waldvogel, Samuel; Van de Wetering, Han; Ducommun, Roman: Alternatives Raumkonzept Schweiz, Metron AG, im Auftrag des ARE, 2006 www.bit.ly/raumplanung
- Postwachstumsgesellschaft www.postwachstum.de
- Diekmann Andreas; Meyer, Reto: Schweizer Umweltsurvey 2007 – Klimawandel, ökologische Risiken und Umweltbewusstsein in der Schweizerischen Bevölkerung, ETH Zürich www.bit.ly/socioethz (PDF, 864 kb)

Le mouvement Redémarrer la Suisse

Redémarrer la Suisse prône et encourage les voisinages multifonctionnels pour la société post-nucléaire et post-fossile.

Pour que la Suisse puisse être transformée de manière à être en adéquation avec le monde, il faut des êtres humains actifs dans les voisinages, dans les villages, dans les quartiers, dans les villes de campagne, dans les villes et dans tout le pays. Les partis politiques et les associations existants sont souvent prisonniers d'un tissu d'intérêts particuliers.

Ils ont besoin d'une impulsion extérieure; c'est pourquoi Redémarrer la Suisse a été fondée comme initiative citoyenne indépendante. Deviens membre de l'association Redémarrer la Suisse: la cotisation annuelle est de 20 CHF pour les particuliers, de 100 CHF pour les institutions.

Les membres de l'association Redémarrer la Suisse ont fondé la coopérative de construction et

d'habitation NeNa1 qui veut mettre concrètement en place l'idée de voisinage, telle qu'elle est décrite dans cette brochure. «NeNa1» veut dire «die erste Neustart Nachbarschaft» (le premier voisinage Redémarrer) et elle doit naître si possible en ville de Zurich. Des infos plus détaillées telles que les statuts et les conditions pour devenir membre sont disponibles sous www.nena1.ch

Impressum

47

1ère édition, janvier 2014

«Développer des voisinages!» se base sur la deuxième édition retravaillée de l'édition originale «Nachbarschaften entwickeln» de février 2013

Contenu et production (par ordre alphabétique): Gabor Doka, Fred Frohofer, Andreas Hofer, Eliane Leiser, Monika Sprecher, Tex Tschurtschenthaler et Hans Widmer

Traduction: Elisabeth Brungger

Droits d'auteur: Cette brochure est sous licence Creative Commons «BY ND 3.0 CH» – ainsi, la reproduction, la diffusion et la publication des textes et des visuels sont souhaitées, l'auteur devant toutefois clairement être mentionné. Les textes et les visuels ne doivent être ni traités, ni remaniés ni modifiés d'aucune autre manière. Pour plus d'infos sur la licence Creative Commons: www.bit.ly/cc-lizenz

Impression: Ropress, Baslerstr. 106, CH-8048 Zurich, www.ropress.ch – Ropress est spécialisée dans l'impression respectueuse de l'environnement et travaille selon les critères écologiques les plus rigoureux en la matière.

Ecologie: Cette brochure a été imprimée sans incidences climatiques et à l'aide d'énergies renouvelables. Les encres ne contiennent pas de solvants. Le papier est à 100% recyclé.

Polices: Font-Family «Aller» (logo, titre et titres des chapitres); Font-Family «Lido» (textes courants, descriptions et notes)

Redémarrer la Suisse
Verein Neustart Schweiz
CH-8000 Zurich
contact@neustartschweiz.ch
www.neustartschweiz.ch; www.redemarrer.ch
www.facebook.com/NeustartSchweiz

Coordonnées bancaires: Banque alternative suisse
BAS, Case postale, CH-4601 Olten, www.abs.ch
IBAN: CH 090 83900 31074 510 007
CCP de la BAS: 46-110-7
Compte no: 310.745.100-07

Développement actif de voisinages en Suisse

Savourer ensemble plutôt que de renoncer chacun pour soi; construire non seulement des logements, mais des voisinages: tel est le concept de Redémarrer la Suisse. En transformant nos cités anonymes en voisinages multifonctionnels avec une vie interne intense, nous pouvons surpasser l'objectif de la société à 2000 watts, sauver la planète – et avoir beaucoup de plaisir ensemble! Cette brochure montre comment et où nous pouvons réaliser de tels voisinages.

**Redémarrer
la Suisse**

www.redemarrer.ch